DÉFENSE DE L'OCCIDENT

UNIVERSITY OF MICHIGAN
DEC 5 1956
GENERAL LIBRARY READING ROOM

DIRECTEUR
Maurice BARDÈCHE

Dans ce numéro :

Maurice BARDÈCHE
La crise du pacte atlantique

●

Albert PARAZ
Unité européenne et unité arabe

●

Georges OLLIVIER
De Tel-Aviv à New-York et Moscou

●

Jean LESIEUR
A propos du rendez-vous d'octobre : Réponse à Pierre Poujade

●

J.-M. AIMOT
Au temps des ligues (IV)

N° 36

Maurice DUTEYRAT

Ancien Elève des Beaux-Arts

ÉTUDES D'IDÉES DÉCORATIVES NOUVELLES

DESSINS POUR CARRÉS DE SOIERIE

Création de Cartons

pour

Tapisseries d'Art

Réalisation sur Métiers de Basse-lisse à AUBUSSON

Atelier : 14, PLACE DES PROMENADES
Domicile : 27, RUE ALEXANDRE-RAFFIN **ROANNE**

AU SERVICE DE LA MODE

ET DU

BON GOUT FRANÇAIS

FERNAND SAUX

TAILLEUR & EX-COUPEUR
DE GRANDE MAISON
HOMMES & DAMES

Remise 10 °/₀ aux lecteurs de " Défense de l'Occident "

44, Avenue de la Bourdonnais - **PARIS 7e**

Téléphone : SEGUR 18-41

Métro : La Motte-Piquet

SOMMAIRE

LES IDÉES ET LES FAITS.

— M. BARDÈCHE : La crise du Pacte Atlantique 3
— A. PARAZ : Unité européenne et unité arabe..... 12
— P. FONTAINE : Eurafrique ou Asiafrique 15
— J. LESIEUR : A propos du rendez-vous d'octobre : Réponse à Pierre Poujade 22

CHRONIQUE DU MOIS.

Amères réflexions. — Vers une victoire du F.L.N. (J. Poillot). — Les notes du mois de l'huissier sans chaîne 30

ÉTUDES.

— G. OLLIVIER : De Tel-Aviv à New-York et Moscou.... 45
— J. PERRÉ : Poujadisme et démocratie 53

LES LIVRES DU MOIS.

La Varende : « Le Cavalier seul ». — Jean Dutourd : « Les Taxis de la Marne ». — Anne-Marie Gasztowtt : « Le Secret de la Dauphine ». — Roger Lea MacBride : « Treaties versus the Constitution » 62
— J.-M. AIMOT : Au temps des ligues (IV) ; La crise et l'enlisement des ligues ; Le rendez-vous de Saint-Denis. 68
— H.-C. BANA : Huit mois d'activité en Algérie 79

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, revue mensuelle politique et littéraire, 28, rue Serpente, Paris (6e). — Le numéro : 100 fr. - Belgique : 15 fr. b. (Correspondant responsable en Belgique : Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles).

CORRESPONDANT A ALGER : M. Yves Jeanne, 8e Groupe B1 C., boulevard Lutaud, Alger.

Abonnements. — 1 an : 1.000 fr. ; 6 mois : 600 fr.
Etranger : 1 an : 1.300 fr. ; 6 mois : 700 fr.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

.....

Signature

Conditions d'abonnement :

1 an : 1.000 fr. — 6 mois : 600 fr.

Etranger : 1 an : 1.300 fr. — 6 mois : 700 fr.

Abonnement de propagande : 1 an : 3.000 fr.

Abonnement de soutien : 1 an : 5.000 fr. et 10.000 fr.

Adresser tous paiements à : « Les Sept Couleurs », 35, rue Cortambert, Paris (16e). C.C.P. : 21.8219, Paris.

LA CRISE DU PACTE ATLANTIQUE

Les commentaires de toute la presse depuis le milieu du mois de septembre ont exprimé à peu près unanimement la déception du gouvernement français à l'égard de l'attitude américaine. Cette déception, concluaient plus ou moins timidement la plupart des journaux, ne met-elle pas en cause le Pacte Atlantique lui-même ? Conclusion grave, coup de pioche sacrilège dans l'édifice de nos croyances politiques, que la plupart des commentateurs atténuent, du reste, en rappelant que le gouvernement américain n'est pas libre, à quelques semaines des élections, de faire la politique de son cœur.

Plus catégoriques encore ont été les impressions rapportées par les parlementaires français qui viennent de visiter les Etats-Unis. Car, hélas, ils ajoutaient aux soupirs de la presse en ramenant cette triste précision que l'attitude américaine ne dépendait pas d'une arrière-pensée électorale, mais qu'elle est préméditée, commune aux deux partis rivaux et qu'elle risque fort de demeurer inchangée, quel que soit le résultat des élections.

Le rapport oral, dit « Combat », *qu'ont présenté à M. Guy Mollet plusieurs leaders parlementaires, de retour des U.S.A., a produit une profonde impression. L'un de ces « missionnaires », M. Félix Gaillard, député, ancien ministre, doit être reçu sous peu par le Président du Conseil.*

« Rappelons les enseignements principaux tirés par les parlementaires français des entretiens qu'ils ont eus outre-Atlantique, en particulier avec le président Eisenhower et avec M. Dulles :

« — Les Etats-Unis ne laisseront, à aucun prix, à l'URSS le rôle de défenseur exclusif des pays arabes. Qu'ils soient, demain, démocrates ou républicains, les dirigeants américains n'épouseront pas la cause des Franco-Britanniques, même s'ils décident — ce qui paraît acquis — d'éliminer Nasser, qui les a dupés.

« — Il apparaît ainsi de plus en plus clairement qu'entre les vieilles nations d'Europe et les jeunes pays arabes, les USA ont fait leur choix en faveur de ces derniers.

« — *Enfin, Washington estime que, seuls deux pays dans le monde sont maîtres de la paix et de la guerre. En conséquence, les deux « grands » doivent régler en tête à tête les questions planétaires parce que l'évolution générale ne dépend plus de ces vieilles amies charmantes que sont la France et la Grande-Bretagne, désireuses de garder leurs « hôtels particuliers » d'outre-mer.*

« *Ces enseignements sont, pour partie, une confirmation de ce qui était connu. Mais les nouvelles précisions apportées à Paris depuis quelques jours semblent, en quelque sorte, avoir déchiré le voile des illusions.*

« *M. Guy Mollet, croyons-nous savoir, a confié ceci :*

« *Ce qui se passe apparemment dans le domaine diplomatique est peut-être l'évolution la plus importante de ces dernières années* ».

« *M. Jacques Chaban-Delmas, qui a présenté une vue saisissante de la situation extérieure, a déclaré, pour sa part, en substance :*

« *Qu'on ne s'y trompe pas : dans l'entourage des chefs démocrates, il y a des hommes politiques qui se montreront toujours disposés à jouer les pays arabes contre les vieilles nations occidentales.* »

« *C'est d'ailleurs ce qu'a reconnu en propres termes, sans nulle équivoque, dans une réunion électorale, M. Kennedy, leader démocrate, fils de l'ancien ambassadeur des U.S.A. à Londres.* »

Hélas, ces déclarations si fortes, si catégoriques, si bien appuyées sur des faits, ne sont pas différentes des conclusions que nous tirions pour nos lecteurs, dès avant la crise de Suez, dans notre leader de juin-juillet de « Défense de l'Occident ».

« *Il n'est pas douteux,* écrivions-nous à la page 7 de notre numéro 34, *qu'après une période de* wait and see *consacrée à juger de notre aptitude à rétablir notre contrôle en Afrique du Nord, la logique de la politique des deux blocs doit amener les U.S.A. à se faire eux aussi les défenseurs de la politique d'expansion de l'Islam et les fournisseurs en armes et équipements de l'Egypte, pour ne pas abandonner aux Russes cette carte majeure du contrôle du Proche-Orient.* »

Il n'était pas besoin d'aller aux Etats-Unis pour s'en apercevoir. Il suffisait d'analyser les faits politiques et, sans avoir besoin de documents confidentiels, de lire tout simplement quelques grands journaux américains.

Quant à l'ensemble des questions posées par le pacte atlantique, ceux de nos lecteurs qui ont bien voulu suivre notre revue depuis ses premiers numéros savent que nous les avons analysées dès nos premiers articles à la fin de l'année 1954, au moment où l'enthousiasme pour le pacte atlantique était à peu près unanime.

Aujourd'hui, les commentateurs patentés, ou des journalistes qui, sans être tout à fait patentés, ont acquis une certaine autorité, commencent à remarquer que le pacte atlantique est un moteur qui a des ratés chaque fois qu'il monte une côte. M. Maurice Duvergier, dans un article du « Monde » du 19 septembre, observait à juste titre que, dans la crise de Corée, c'est le couple France-Angleterre qui fonctionnait mal et enrayait la mécanique dont les Etats-Unis constituaient l'accélérateur et qu'aujourd'hui, dans la crise égyptienne, c'est l'inverse qui se produit et le piston Amérique qui se coince tandis que le couple France-Angleterre est disposé à marcher à pleins gaz, et qu'il en sera sans doute de même chaque fois qu'on demandera un effort au pacte atlantique dont les seuls effets bénéfique sont les effets d'intimidation qu'on peut tirer de son existence même.

Cette remarque utile est de celles qui ouvrent la voie aux réflexions plus essentielles et plus graves qui commencent à venir, si l'on en croit l'article de « Combat », à l'esprit de nos hommes politiques et en particulier de M. Guy Mollet. Qui commencent à venir, mais bien tard. Il n'est pas douteux, et il n'est pas besoin d'être un grand génie politique pour s'en aviser, que, dans une alliance matériellement disproportionnée (pour l'instant du moins) comme celle du pacte atlantique, les Etats-Unis sont nécessairement chefs de file et, par conséquent, évoquent à leur propre tribunal toutes les contestations majeures, en décident selon leur propre intérêt, et, tous comptes faits, leurs partenaires entendus, donnent en définitive au groupe atlantique une orientation américaine. De là cette conclusion naturelle que le contrepoids et l'antidote du pacte atlantique est, comme nous n'avons cessé de l'affirmer, la communauté européenne, laquelle n'est viable et ne peut prendre son départ qu'en se dégageant de la communauté atlantique créée à notre détriment depuis huit ans et en se constituant résolument en communauté indépendante.

⁂

Ces pensées, desquelles approchent sur la pointe des pieds et avec un visible effroi les hommes qui nous conduisent, elles nous sont également familières et nous les avons répétées sans discontinuer depuis trois ans, non comme une conclusion cuisante amenée par nos fautes et nos imprévoyances (ce qu'elles sont aujourd'hui pour les hommes du régime) mais comme une base de raisonnement saine, évidente, incontestable sur laquelle aurait dû s'établir une politique toute différente de celle dont nous recueillons aujourd'hui les fruits amers. Qu'on nous permette de rappeler encore une fois cette doctrine qui réapparaît constamment tous les trois ou quatre mois dans les pages de notre revue, avec les mots mêmes que nous employions dans le leader de notre n° 34 déjà cité :

« *Il y a une contradiction que personne n'a jamais voulu voir entre la politique de la communauté atlantique et la réalisation de l'Europe. Il faut choisir l'une ou l'autre. Ou nos pays sont des bases stratégiques avancées de la communauté atlantique et alors les Etats-Unis d'Europe sont condamnés à ne jamais exister, ou nous voulons réellement faire l'Europe. Mais alors cette Europe doit être une troisième force indépendante et elle ne doit pas accepter d'être un satellite de la stratégie américaine.* »

Cette conception de l'Europe — et la conception, qui en découle, de nos rapports avec l'Islam — rejoint sur certains points la conception de M. Mendès-France. Nous ne l'avons jamais caché, mais nous tenons à souligner, aujourd'hui plus que jamais, sur quels points, à notre avis essentiels, nous sommes en désaccord fondamental avec lui et avec ceux qu'on appelle les neutralistes.

C'est d'abord l'homme dont nous nous défions : son style particulier, sa précipitation et son improvisation redoutables dans les affaires, la rapidité irréfléchie avec laquelle il prend sans s'entourer des garanties et des conseils nécessaires, des décisions capitales qui engagent l'avenir, enfin cette espèce d'esbrouffe avec laquelle il prétend imposer ses vues et ses expédients. Son entourage également nous inquiète. On a vu arriver avec lui une équipe tapageuse, prétentieuse, brouillonne, de rabatteurs et d'aboyeurs dont l'intervention désordonnée dans les affaires publiques dénote, de la part de celui qui la tolère, soit peu de goût de l'ordre et du sérieux, soit des

méthodes de charlatan que nous n'approuverons jamais. Enfin les conceptions même de M. Mendès-France nous paraissent négliger une donnée essentielle. Une Europe-troisième force n'est concevable que si elle est conduite par des gouvernements résolument anti-communistes, absolument décidés à combattre sans faiblesse et sans merci cette forme moderne de la trahison et de l'infiltration que conditionne l'activité des partis communistes nationaux. Leur vocation secrète au communisme est le danger commun à M. Mendès-France et aux neutralistes. Ils ne se rendent pas compte que le péril représenté par une Europe indépendante confiée à des gouvernements crypto-communistes ou seulement faibles à l'égard du communisme est un tel péril de mort, une telle certitude de capitulation dans l'avenir que l'existence d'une telle communauté européenne est aussitôt, par ce fait seul, condamnée par tous les esprits réfléchis. En ne donnant pas à l'Europe son complément indispensable qui est sa vocation de défense de l'Occident contre le communisme, ils lui refusent toute possibilité d'exister. Que ce soit par peur, par intérêt de classe, ou par prudence, par sagesse, par expérience politique, il est trop certain qu'une grande partie de l'opinion n'acceptera jamais que l'Europe se détache de la politique américaine si c'est pour passer, sous la direction de nouveaux Bénès et de nouveaux Mazaryck, par les chemins qui ont mené à l'esclavage et à la mort la malheureuse Tchécoslovaquie.

L'anticommunisme militant nous paraît donc la condition fondamentale de l'existence d'une communauté européenne indépendante, comme, pour d'autres raisons, il doit être le lien qui nous permet de rechercher avec les Etats arabes les conditions d'une collaboration possible à la fois pour l'Europe et pour eux.

Plus encore que les questions de personne et d'entourage, cette question de principe est la raison pour laquelle le retour de M. Mendès-France au pouvoir, évoqué avec insistance depuis quelque temps, nous paraît un grand danger. De la crise de Suez qui a fait apparaître d'une manière si crue la faiblesse réelle des Etats européens et l'imprudence enfantine de ses dirigeants politiques, peut sortir un heureux redressement de la situation. Nous ne voyons guère qui, parmi nos hommes politiques actuels, peut revendiquer une telle tâche. Nous souhaitons, en tous cas, que M. Mendès-France et ses collaborateurs habituels n'en soient pas chargés.

⁂

L'importance de l'évolution qui s'est faite dans les esprits et particulièrement chez les hommes politiques à la suite de la crise de Suez est rendue très sensible par les déclarations du chancelier Adenauer dans l'allocution qu'il a prononcée à Bruxelles le 25 septembre devant le public des « Grandes Conférences Catholiques ». Le texte en est reproduit dans l'hebdomadaire socialiste « Demain » et il traduit d'une façon saisissante la même préoccupation qu'exprime M. Guy Mollet lorsqu'il qualifie la crise de Suez comme « l'évolution la plus importante de ces dernières années ». Le chancelier allemand va même plus loin dans la force et la netteté des expressions.

« *Un regroupement politique entièrement nouveau,* dit-il dès les premiers mots de sa conférence, *semble se dessiner sur notre planète ; et nous sommes contraints d'examiner les conséquences de ce regroupement pour les pays européens.* »

Et, après avoir constaté que la communauté européenne n'a plus désormais pour but d'éviter les guerres entre nations européennes, mais qu'elle est destinée à redonner à nos pays dans la politique mondiale un rôle qu'ils ont perdu, le chancelier définit ainsi la nouvelle situation politique qui vient de se créer .

« *Je vois les débuts d'un nouveau développement politique sur le plan mondial dans le jeu des facteurs suivants :*

« 1° *L'U.R.S.S., grâce au désaccord politique de l'Ouest, se consolide de plus en plus sous forme d'une puissance mondiale à principes communistes et dictatoriaux.*

« 2° *Au cours des dernières dizaines d'années, la puissance politique et économique des peuples libres s'est concentrée toujours davantage sur les Etats-Unis... Mais les pays européens ne peuvent, à la longue, déployer pleinement leurs grandes forces pour le bien de leurs peuples et de l'humanité s'ils continuent à placer leur salut et leur sécurité uniquement sous le patronage des Etats-Unis...*

« *Les nécessités vitales des Etats européens ne sont pas obligatoirement aussi des nécessités vitales des Etats-Unis et* vice-versa ; *il peut en résulter des divergences dans les conceptions politiques, pouvant aboutir à des actions politiques indépendantes.* »

« 3° *Un autre élément de ce nouveau développement politique est l'énorme différence entre la force politique et économique de deux Etats et celle des autres pays. Si un grand Etat et un petit ou un grand Etat et plusieurs petits veulent faire ensemble de la politique, il en résulte automatiquement chez le grand un droit d'hégémonie, chez les petits un sentiment de dépendance...*

« *L'évolution technique, le développement des armes nucléaires, le monopole qui en résulte pour les deux puissances mondiales, aboutissent à la longue à une situation intolérable pour tous les petits Etats.* »

Enfin, après avoir signalé comme un quatrième élément de cette nouvelle situation politique l'entrée en scène de nations nouvelles, la Chine, l'Inde, les pays arabes, dans la politique mondiale, le Chancelier conclut ainsi :

« *Nous autres Européens, nous devons nous rendre bien compte qu'en réalité il s'est produit depuis la guerre des développements et des déplacements de nature politique — je les ai brièvement mentionnés — qui nous obligent à considérer en premier lieu l'intégration européenne non plus seulement d'après des points de vue uniquement européens mais sous des aspects politiques et économiques d'une portée mondiale.* »

Et, désignant la rapidité et la résolution avec laquelle nous nous mettrons à réaliser la communauté européenne comme le seul moyen d'éviter la décadence définitive de nos nations, mettant en garde ses auditeurs contre la maladie du « perfectionnisme » à laquelle il attribue l'échec des précédentes tentatives de confédération et en particulier celui de l'armée européenne, recommandant au contraire des formules souples, des institutions « qui ne soient pas nécessairement supranationales » pour faciliter l'adhésion des différents Etats, il termine enfin en touchant, avec une prudence toute diplomatique, au point délicat de la contradiction entre la communauté européenne et la communauté atlantique, découverte tardive qui inspire en somme toute son allocution, mais qu'il n'est pas aussi libre de développer, bien entendu, qu'un journaliste indépendant.

« *Je ne crois pas,* dit-il, *qu'une telle Fédération européenne puisse nuire ou porter atteinte à l'efficacité de l'O.T.A.N. Le cadre de l'O.T.A.N. est plus vaste que celui d'une fédération européenne. Géographiquement aussi bien que matériellement, le cadre de l'O.T.A.N. est différent et plus large, et là où les*

domaines d'activité se touchent ou chevauchent l'un sur l'autre, il sera facile de procéder à un règlement et à une harmonisation. L'O.T.A.N. est destinée à sauvegarder certains intérêts atlantiques et non à sauvegarder des intérêts européens communs. »

Ainsi fait son apparition, sous une forme officielle, cette idée d'une Europe « indépendante » que nous n'avons cessé de présenter comme la seule solution possible. Mais les régimes actuels, même s'ils en aperçoivent la nécessité, sont-ils capables d'aboutir à une réalisation ? Leur impuissance congénitale, leurs méthodes de travail lentes et inefficaces, leurs palabres, leurs capitulations devant les grands intérêts économiques et leurs compromis constants avec les différentes forces idéologiques, enfin leur faiblesse, leurs atermoiements, leur terreur devant la cinquième colonne communiste installée non seulement sur leur propre sol mais au cœur de leur appareil politique, les laissent-ils capables d'entreprendre une tâche importante, quelle qu'elle soit ? Il est trop évident qu'il faut répondre non à cette question.

Un changement de régime ou tout au moins une modification profonde, essentielle, de nos régimes actuels est donc une des conditions indispensables à la réalisation d'une politique nouvelle comme à toute autre réalisation. Nous encouragerons, nous aiderons les efforts nouveaux qui peuvent être entrepris devant la révélation dramatique de la faiblesse et de l'isolement de l'Europe : mais nous ne croyons guère à leur succès tant que les équipes dirigeantes, responsables des échecs et des erreurs d'appréciation accumulées depuis dix ans n'auront pas été profondément modifiées.

Un des points d'application de notre effort devrait être tout particulièrement d'aider les groupes nationaux français à prendre conscience de cette nécessité nouvelle et à l'aborder dans un état d'esprit qui rejoigne et continue leurs préoccupations essentielles. L'idée européenne n'est nullement aujourd'hui un renoncement à l'idée nationale, elle en est le prolongement et l'épanouissement. Elle seule rend possible la réalisation de certaines conditions permanentes de l'indépendance et de la sécurité de nos nations, ainsi que le maintien de ce qui a fait leur richesse et leur force. Nous comprenons très bien que, dans les tristes années que nous traversons, les préoccupations de beaucoup se renferment et même se replient sur un idéalisme purement national. Mais nous voudrions qu'ils aperçoivent

l'étroitesse et l'insuffisance des solutions qui restent à notre disposition en ce domaine. Il n'est pas douteux, par exemple, que la crise de l'Afrique du Nord et d'une manière générale nos rapports avec le monde musulman peuvent recevoir des solutions beaucoup plus souples, beaucoup plus nombreuses si elles sont définies par rapport à la communauté européenne et non par rapport à la France ; il y a même, à cet égard, des concessions que la communauté européenne pourrait faire plus largement que la France, des risques qu'elle pourrait accepter plus sereinement que la France, en raison de la force et de la puissance d'attraction qu'elle possèderait par elle-même et que la France ne possède pas. Le nationalisme est aujourd'hui sans débouchés et sans avenir s'il n'est pas résolument européen. C'est précisément parce qu'ils sont nationalistes que nous disons aux nationalistes français : « Combattez pour l'idée européenne au lieu d'avoir peur d'elle, car c'est par elle que vous sauverez votre nation ».

Maurice BARDÈCHE.

UNITÉ EUROPÉENNE ET UNITÉ ARABE

On n'a pas manqué de faire un rapprochement entre les visites de Mollet à Eden et Adenauer répondant à celles de Nasser, de Feyçal d'Irak et de Nehru au roi Séoud d'Arabie .

Ce serait une bonne chose si les entrevues du palais Nasria à Rhiyad (ou Riad) avaient apporté à l'Occident la conscience de son unité. Il serait presque de bonne politique de mettre l'accent sur l'accord des dirigeants arabes, qui unissent 380 millions de musulmans parlant tous la même langue, prêts à partir pour une nouvelle conquête du monde comme pendant la merveilleuse histoire qui suivit la prédication de Mahomet.

Peut-être devrions-nous souligner ce qui unit les Afro-Asiatiques si cela devait enfin galvaniser les Européens ?

Les vacances sont finies. Dans leur voiture, les touristes ont pu franchir toutes les frontières de la petite Europe avec le sentiment de ne pas changer de civilisation.

Si l'on se dépayse agréablement en passant d'une province à l'autre, on arrive à se faire comprendre partout. Les plaisirs sont les mêmes : le cinéma, le théâtre et la musique ; la musique qui n'est pas si internationale qu'on le dit, mais qui est européenne. A première audition, les symphonies qui sont la clarté même pour tous les Européens, semblent complètement absurdes aux oreilles des nègres, Arabes, Hindous et Chinois.

Il leur faut un long entraînement et de vrais efforts pour parvenir à la comprendre. Alors, bien sûr, ils l'aiment autant que nous.

Il est presque banal de rappeler que la petite Europe a le même genre de vie, la même religion, la même science, le même vocabulaire religieux et scientifique, le même système métrique, les mêmes inventions, les mêmes progrès, le même standard de vie, les mêmes plaisanteries, le même humour, la même culture.

Cela est banal. Mais il faut que ce soit banal. Ces évidences doivent devenir tellement criantes qu'on ait l'air de Monsieur Prudhomme en les énonçant.

On peut être sûr que déjà il ne viendrait à aucun des peuples d'Europe l'idée de vouloir vivre en autarcie. Il n'est pas un

gouvernement, un syndicat, un parti (sauf le parti communiste) qui ne souhaite d'augmenter les échanges avec l'étranger.

Le marché commun réalisé, même à 85 %, il apparaît clairement que l'Europe, avec le prolongement de l'Afrique, aura une population supérieure à l'U. R. S. S., une surface plus grande que les U. S. A. et par conséquent des chances de les dépasser en richesses minières pour peu que l'Europe veuille les exploiter.

Et, bien entendu, aucun potentat africain, travaillé ou non par la propagande arabe et communiste ne serait assez fou pour vouloir se séparer de cet ensemble.

Hélas, même avec le providentiel Nasser, il y a peu de chances pour que l'Europe comprenne vite la nécessité de s'unir. Il semblerait qu'on puisse trouver en Italie un parti qui revendique le retour de la Cyrénaïque, fertilisée par Rome il y a vingt siècles et il y a vingt ans ! Mais non. Les partis italiens se désintéressent de l'Afrique au moment où les prospecteurs de la Shell et de la Standard trouvent du pétrole en Lybie.

Cela prouve que l'Europe a non seulement à combattre la ligue arabe et le communisme, mais la sournoise propagande des pétroliers anglo-saxons qui agissent sur la presse, les politiciens et les hommes d'affaires. Le curieux discours anticolonialiste de Foster Dulles à propos de Suez et des pétroles nous le rappelle.

Et les huiles de Parentis ne sont pas raffinées par une compagnie française, mais par une filiale de la Standard Oil !

⁂

Cette crise n'aura pas été inutile, si elle décide l'opinion à réaliser l'unité européenne. Car l'Europe, même si elle n'est qu'une Confédération qui laisse à ses participants une assez large autonomie, est encore un ensemble bien plus cohérent en fait que ce qu'on appelle le « monde arabe ».

Les dirigeants arabes réunis à Rhiyad étaient loin de s'accorder sur toutes choses.

Le palais Nasria, à Rhiyad, est un Versailles des Mille et une Nuits, construit par les techniciens américains avec les royalties du pétrole. Il présente des raffinements qu'on ne trouve nulle part au monde, tous les perfectionnements techniques, électroniques d'éclairage, d'automatisme, de climatisation, unis aux jardins parfumés de l'Orient, aux harems, aux jeunes esclaves de toutes races, garçons et filles blanches étant les plus chères, à cause de leur exotisme !

Le roi Séoud, à côté d'une fauconnerie royale, à des fermes modèles, un autostrade fleuri, éclairé jour et nuit, des villages

préfabriqués pour fixer les nomades dans des oasis artificielles. Il sait que tout ce progrès lui serait enlevé s'il laissait son peuple se pervertir sous l'effet de la propagande communiste. Il reproche à Nasser d'appeler les Russes à son aide et les entretiens de Rhiyad visaient à l'amener à la modération.

On sait moins que l'austère roi Séoud a interdit dans son royaume les chants et la danse et que l'Egypte lui apparaît comme une Babylone moderne où l'on trouve du champagne, du whisky et des boites de nuit.

Et d'ailleurs, pour cette raison, les notables et les princes d'Arabie ne rêvent rien tant que d'aller en Egypte pour profiter de ses plaisirs d'Occident. Mais le roi Séoud est si méfiant qu'il n'accorde aucune autorisation. La seule raison admise est une intervention chirurgicale ! On est loin, bien loin des facilités accordées aux touristes européens.

L'argument de la langue arabe commune à tous les musulmans est très discutable. Pour l'immense majorité d'entre eux, c'est une langue plus morte que le latin et les gosses récitent par cœur les sourates du Coran sans en comprendre un mot.

Les langues parlées dans les pays musulmans sont différentes et les pèlerins de la Mecque ne se comprennent que par une centaine de mots. S'ils ont quelque chose à se dire, ils font des gestes comme les sourds-muets ! A moins qu'ils ne parlent le français ou l'anglais.

En vérité, l'union des arabo-asiatiques est négative. C'est l'union d'appétits, de revendications, de misères contre l'Occident, l'Occident qui pourra, s'il sait s'unir, ne rien craindre et comprendre qu'il n'a pas à rougir de ce qu'il a apporté au monde. C'est entendu, le lourd technicien, bêtement orgueilleux d'une civilisation uniquement matérielle, est ridicule. Mais l'Occident n'est pas seulement la civilisation de la matière. Et les écrivains et artistes noirs qui prétendent retrouver les prestiges de la négritude dans les formules les plus incompréhensibles de nos sorbonnagres sont des personnages de Molière : « La raison du nègre n'est pas discursive, elle est synthétique Elle est intuitive par participation, alors que la raison blanche est analytique par utilisation ! ». C'est en ces termes que les évolués parlent au nom des Africains pour se libérer de l'Europe.

Il est temps que l'Europe s'unisse pour aider ces peuples agités par des propagandes haineuses, destructives et surtout stupides. Cela ne se fera pas si vite. Il faut des années pour comprendre les vérités les plus simples, et pour les faire comprendre.

Albert PARAZ.

Maintenant, c'est urgent :

EURAFRIQUE ou ASIAFRIQUE

Les événements internationaux autour du Canal de Suez — répercussions graves à plus ou moins longue échéance — auront eu au moins un rôle de sonnette d'alarme pour l'Europe Occidentale. Les gouvernements ont découvert tout à coup que l'Orient était parti à la conquête de l'Afrique pour isoler stratégiquement et économiquement l'Europe. Vision presque tardive 1°) d'une subtile tactique soviétique spéculant avec opportunisme sur les rivalités des Occidentaux, 2°) de la catastrophique incohérence de la politique musulmane des Etats-Unis sur laquelle nous reviendrons un autre jour car, pour ne pas déranger certains intérêts, on a omis de dire l'essentiel du précédent qui provoqua la crise de Suez.

Affaiblir l'Europe en lui retirant les ressources en hommes et en matières premières de l'Afrique, l'isoler des centres vitaux de ravitaillement (pétrole du Moyen-Orient), préparer son blocus Atlantique par la création de la plus importante flotille de sous-marins du monde, amenuiser les ressources des économies à caractère national par les nationalisations de pays devenus indépendants, tel se révèle au public un plan d'ensemble qui n'était pas ignoré des responsables, se contentant de vaticiner au lieu d'agir.

Le voile est déchiré. Le président-colonel Nasser n'abandonnera jamais les rebelles algériens ; il ira « jusque dans la forêt vierge » de l'Afrique noire pour « libérer » les musulmans dont l'orthodoxie en matière coranique s'accomode fort bien du fétichisme.

Le colonel Nasser, « lancé » par les Américains pour déloger Farouk réputé trop anglophile et armé jusqu'à la dernière minute par les Anglais et les Français, n'agit pas pour son compte ! Manquant de prudence diplomatique, il a vendu la mèche. Ce n'est pas la Tchécoslovaquie qui lui a vendu des armes, c'est l'U.R.S.S. L'aveu gêna un moment les dirigeants du Kremlin qui eussent aimé, pour l'instant, encore un peu de discrétion. L'histoire du Canal passe au second plan ; elle ne sera plus qu'un prétexte. Le coup d'éclat du

26 juillet pose avec une acuité accrue la question des blocs mondiaux directs ou par « holdings » si l'on ose s'exprimer ainsi.

Si par l'Egypte, le Canal de Suez risque de bloquer (éventuellement) le passage des tankers, les pays de la Ligue Arabe contrôlent les quatre pipe-lines venant, d'Irak et d'Arabie, déverser le napte dans les ports pétroliers de la Méditerranée orientale. Autrement dit, en cas de tension, le blocage des tankers dans le canal s'accompagnera du dynamitage des pipe-line. Le fait est envisagé publiquement. Résultat : l'Europe occidentale serait, à 7 % près, privée de carburant.

Si nous en croyons une dépêche de Vienne du mois de juillet (avant l'affaire de Suez), l'U.R.S.S. (qui compte 40 millions de musulmans) aurait prélevé une vingtaine de milliers d'hommes d'élite dans ses corps musulmans pour « les entraîner à la guerre du désert » sous la direction de spécialistes. On sait peu que l'U.R.S.S. eut un chef des services secrets du Moyen Orient, qui s'opposa avec succès à l'Intelligence Service des Lawrence, Philby, Sterling, etc... Ce Soviétique de génie en matière orientale s'appelait Einhorn. Il forma un « réseau musulman » de premier ordre qui n'alla qu'en s'améliorant.

Quels furent les motifs de propagande dans le monde arabe ? Ceux qui trouveront toujours une résonnance chez les musulmans : la xénophobie et l'antisémitisme. Il n'en faut pas davantage pour que le croissant frémisse. Ils servirent en Egypte, en Irak, en Syrie, en Afrique du Nord. Demain ils seront bons en Afrique noire musulmane. Depuis cinquante ans, qu'il s'agisse de n'importe quelle propagande étrangère — hitlérienne 1934-1939 ou communiste — tous les agents secrets exploitent les mêmes slogans ; ils « rendent » toujours parce qu'ils s'adaptent aux enseignements coraniques et que l'Arabe le plus ivrogne est quand même pétri de religiosité. On ne trouva pas de riposte alors qu'elle existait dans le Coran.

On s'aperçoit, nous l'avions écrit, que le maréchal Tito n'est que le pion occidental de l'U.R.S.S. La prise de position de Brioni, en faveur des nationalistes algériens, malgré les « conversations compréhensives » franco-yougoslaves (et franco-indoues) de Paris, fut une douche pour les gouvernants français. Nous ne comprenons pas les raisons de cette surprise :

1°) les services secrets anglais révélèrent, il y a deux ans, que des sous-marins soviétiques arrivaient en pièces détachées dans le port yougoslave de Durazzo et y étaient montés (incursions en Méditerranée) ;

2°) la communauté musulmane de Yougoslavie avait établi des liens avec les musulmans du Proche Orient ;

3°) selon les services de renseignements de Tanger, les agents yougoslaves remplaçaient pleinement les Soviétiques absents volontairement du contrôle de la zone internationale ;

4°) visites réciproques de Tito et de l'empereur d'Ethiopie Haïlé Sélassié ; le premier fit cadeau au second d'un superbe yacht ;

5°) c'est la représentation diplomatique yougoslave qui prépara la venue et l'installation de l'ambassade soviétique en Libye pays responsable de l'accroissement des malheurs français en Afrique du Nord.

Donc, depuis longtemps, en opposition à l'expansion américaine vers le Moyen Orient, Moscou et Belgrade organisaient la contre-offensive.

L'actualité a révélé l'attention des Soviets pour l'Egypte et pour les Etats arabes. N'insistons pas. Nous pouvons y ajouter les troubles de l'île de Chypre et ceux de Jordanie qui aboutirent à l'éviction de Glubb Pacha. On sait moins que l'Ethiopie semble avoir été choisie comme centre insurrectionnel de l'Afrique et qu'il a été annoncé que la Tchécoslovaquie allait installer une succursale de la Skoda (fabrication d'armes) à Addis-Abeba. L'empereur paraît miser sur deux tableaux à la fois puisqu'une société américaine (la Sinclair Oil Cy) est concessionnaire pour cinquante ans de la prospection et de l'exploitation des pétroles en Ethiopie.

Le point névralgique de l'Afrique Noire est un lieu captivant pour son charme et par son importance stratégique : Zanzibar et plus particulièrement Dar-ès-Salam. *Cette partie de la côte orientale africaine abrite un très grand nombre* (les évaluations varient de 100 à 300.000) *d'Arabes musulmans* bien encadrés par des coréligionnaires entraînés — assure-t-on) dans les écoles spéciales soviétiques. Cette région accueille aussi des Indous et des Chinois de plus en plus nombreux. Endroit choisi avec astuce pour l'enfoncement du centre africain, car il peut être ravitaillé facilement par mer.

Depuis quelques années, les Mau-Mau dont le chef, Jomo Kenyatta, avait visité l'U.R.S.S., causent des ennuis au Kenya britannique.

En Somalie italienne, plus au Nord, la situation est confuse malgré les missions militaires. L'Ethiopie louche vers cette colonie sans maître parcourue par des tribus hostiles. Rappelons qu'il est question d'un Etat Somali qui engloberait l'ex-Somalie italienne, la Somaliland britannique et la Côte française de Somalie possédant le meilleur port de la côte : Djibouti. Malgré le coup de semonce du 13 avril 1956 (émeute à Djibouti), la France ne prête guère d'attention à cette position stratégique d'Afrique Orientale qui est le relais de Madagascar et dont la « pince » pouvait faire échec à Suez avec l'enclave de Cheikh Saïd.

L'Ouganda (britannique) s'agite au contact du Kenya, mais les protestations en faveur de l'indépendance y sont pacifiques. Londres a envoyé le Kabaka (roi) à Londres en résidence surveillée mais l'a ramené deux ans après car 6.000 fidèles avaient juré de se laisser pousser la barbe tant que durerait l'absence de leur souverain.

Le Congo belge commence à s'agiter sur le mode Mau Mau du Kenya. Rappelons que les troubles du Cameroun firent 800 morts en 1955, que la France ayant donné l'autonomie interne au Togo va lui octroyer son indépendance sans que la Grande-Bretagne envisage de l'imiter dans la partie du Togo sous mandat anglais et que les essais d'autonomie interne en Gold Coast tournent à l'opérette parfois dramatique avec Kwame Nkrumah.

Reste, sur la côte orientale, le Tanganyika, ancienne colonie allemande sous mandat britannique que les Etats-Unis s'efforcent de faire passer sous le signe de l'O.N.U. Rappelons que le Tanganyika s'est révélé un concurrent sérieux de l'Afrique du Sud pour l'extraction de l'or et du diamant et que les attaches allemandes (donc anti-anglo-françaises) y sont profondes.

Nous ne nous attarderons pas sur les « mouvements divers » en Nigéria anglaise, sur les 70.000 voix communistes au Dahomey (gouverneur M. Jean Ramadier) en janvier dernier et sur le mystère qui incita le fils de notre protégé l'aminokal du Hoggar à devenir officier dans l'armée anglo-libyenne.

Incontestablement l'Afrique « bouge » et ce n'est que le 2 juillet 1956 que le gouvernement français a réglementé l'exportation (vers l'Afrique Noire occidentale) des armes de chasse qui prenait des proportions insolites. M. de Gouyon, de l'Assemblée de l'Union Française, a dénoncé les trafics

clandestins d'armes de guerre de Libye et du Soudan égyptien vers l'Afrique Noire. Soyons complets en mentionnant la contrebande d'armes des colonies anglaises (Nigéria) vers les colonies d'A.O.F.

Et, après tant d'insouciance, on s'aperçoit tout à coup que la France ne dispose que de 20.000 hommes stationnés en Afrique noire ! !

La situation est complexe car les propagandes antifrançaises en Afrique noire ne sont pas uniquement soviétiques ainsi que pourraient le faire croire les nombreuses invitations de syndicalistes africains par Moscou. La Grande-Bretagne (par vieille rivalité coloniale depuis Fachoda), les Etats-Unis (pour faire place nette à leurs exportations) ne sont pas étrangers à certains mouvements indigènes. Pour la première, l'histoire tourne à l'aventure de l'apprenti-sorcier. Quant aux seconds, qui créèrent le Liberia, seul pays indépendant d'Afrique noire mais en réalité protectorat occulte américain, ils viennent de s'apercevoir des inconvénients de la division des Occidentaux puisque l'U.R.S.S. s'intéresse au Libéria, le pays où les « héros sont fatigués ».

Les petites hypocrisies, les jalousies, la cupidité, l'égoïsme des Occidentaux, autant de motifs qui permettent aux propagandes musulmanes ou soviétiques de s'exercer avec efficacité. Quand les clans noirs sont « chauffés » par des intérêts privés et qu'ils sont « tamtamés » sans trop connaître la cause de leur excitation (à part le collecteur d'impôts), il est facile de canaliser ces colères et de profiter de la mise en train effectuée par les Blancs, car l'adresse des musulmans nationalistes et des communistes est de n'utiliser que des propagandistes de la même race que ceux qu'ils désirent soulever.

Nous ne mettrons en valeur qu'un seul argument employé par une propagande étrangère (en Guinée) : « *Avant les Français, vous viviez bien du trafic des esclaves. Depuis que les Français ont interdit le prix du courage* (c'est-à-dire le butin après la guerre et la victoire) *vous vivez comme des femmes !* » A peu de chose près l'exploitation de l'atavisme et de l'intérêt se retrouve dans les propagandes nord-africaines contre la France. Technique habile plus apte à être comprise des indigènes (1) que « la conscience universelle » ou « la déclaration des droits de l'homme ». D'où l'éviction quasi-cer-

(1) Le gouvernement belge a signalé que les nationalistes du Congo belge avaient reçu, à Moscou, un entraînement spécial à la sorcellerie moderne pour créer des zônes d'influence.

taine de l'ordre au profit du désordre. L'exemple du Libéria est une leçon vivante pour les « civilisés » : les modes de civilisations ne valent que pour certaines latitudes.

Les chicanes entre Occidentaux sur le continent africain très sous-peuplé ne favorisent pas la pérennité des Européens dans le réservoir africain. Nous attendons l'homme d'Etat qui osera le dire.

L'Afrique, exploitée seulement au millième, peut fournir tout ce qui manque à l'Europe sans passer par le Canal de Suez. Si l'Asie tombe peu à peu dans l'orbite soviétique (elle y tombera davantage avec la passivité indoue) l'Europe, grâce à l'énergie nucléaire, peut transformer l'Afrique de fond en comble. *C'est sa seule chance de salut.* Si elle ne fait pas l'Eurafrique, tout de suite, sans tarder, les Soviets formeront l'Asiafrique par le truchement de l'Islam et de la xénophobie. L'opération est en cours.

L'Eurafrique suppose une Afrique communautaire sans frontières arbitraires, une sorte d'espace libre pour tous les Européens sans passeport, une mise en valeur sans entraves; aux premiers *réalisateurs* les meilleures places. L'Afrique se laisse envahir par les Syriens, les Libanais, les Indous, les Chinois. Or, bientôt, des pays d'Europe craqueront par surpopulation qu'ils ne pourront nourrir (Allemagne, Italie, Grande-Bretagne). *Bientôt, il s'avèrera impossible pour les nations colonisatrices de maintenir « leur » ordre sur des millions de kilomètres à la fois.* Ce qui est possible à la Russie de 215 millions d'habitants ne l'est ni pour la France, ni pour la Grande-Bretagne. L'heure de la sagesse est urgente si chacun ne veut pas tout perdre.

Pour que le continent africain atteigne sa pleine valeur, il lui manque des voies ferrées transcontinentales. Les sordides intérêts des compagnies maritimes n'ont pas permis à la France de réaliser son transsaharien. Les « cargos du désert » d'Estienne qui devaient rouler sur la mer de sable n'ont pas reçu d'utilisation pratique. L'Afrique manque de transversales intérieures qui ne seront édifiées que par une coordination d'efforts financiers dans un « plan de grands travaux africains ». L'Afrique, c'est cent ans de travaux rentables pour l'Europe, plus rentables que le barrage d'Assouan. Mais il faut se hâter car les événements africains évoluent avec une extrême rapidité. L'Egypte est en train de coloniser la Libye sur le dos des Anglais.

A tous les points de vue, économiques, stratégiques, humains l'heure du choix a sonné : Eurafrique ou Asiafrique.

Au gouvernement britannique de savoir s'il préfère que la Grande-Bretagne sombre sans grandeur ou s'il veut la voir survivre communautairement, tout en se pénétrant bien de la certitude que les Français ne tiennent pas à mourir pour Suez, c'est-à-dire pour les intérêts des pétroliers anglo-saxons en Orient... et même en Afrique du Nord.

Pierre FONTAINE.

⁂

N.B. — La presse française n'est pas le reflet de la situation réelle en Afrique du Nord.

Se conformant aux conseils de M. Bourguiba (« si les Français ne sont pas contents ils n'ont qu'à retourner en France sous-peuplée »), déjà plus de 500 familles ont quitté la Tunisie pour l'Amérique du Sud tandis que d'autres rentrent définitivement dans la métropole. En quelques mois plus de 90 milliards d'avoirs français (et tunisiens) se sont réfugiés en France. Au point que *El Amal* a préconisé (début août) le blocage en Tunisie des avoirs français. Le pays sans Européens « ordonnés » mourra ; les Tunisiens raisonnables commencent à le discerner. Bourguiba a demandé à l'ancien directeur français des chemins de fer tunisiens de reprendre son poste, et a essuyé un refus.

Le Maroc est sur une voie identique. Les exactions individuelles se multiplient. Le Maroc retourne en pleine *Siba*, anarchie traditionnelle des Sultans. Des dizaines de milliers de Français modestes veulent partir ; la France ne prévoit rien sauf pour les fonctionnaires.

Les demandes sont telles que le Canada s'occupe spécialement de cette main-d'œuvre qualifiée « de choix ». (A Montréal on connaît le travail des Français en Afrique du Nord).

Il se pourrait que, d'ici quelques mois, la situation empirât soudainement dans *toute* l'Afrique du Nord par suite de l'entrée en action d'une armée marocaine et d'une armée tunisio-libyenne venant aider « leurs frères algériens à se libérer ». La France est-elle équipée matériellement (logements) pour accueillir un milion et demi de Français nord-africains de toute condition fuyant l'intolérance musulmane ?

Les consignes de silence sur les événements marocains (expulsions de Français) ne relèvent pas d'une bonne conscience. Autant éviter d'être surpris en s'organisant dès maintenant, la mollesse des gouvernants de Paris autorisant toutes les audaces arabes.

Réponse à Pierre POUJADE

Dans le n° 70 de « Fraternité Française » du 21 Septembre 1956, Pierre Poujade présente sous le titre « Confiance », le bilan de son Tour de France et se fait l'écho d'un certain flottement dans les rangs du Mouvement :

« Avant et contre quiconque, j'ai su faire le point et avoir la confirmation que l'immense majorité du pays était prête à rejeter les personnages odieux et à réaliser l'union nationale qui, seule, pourra apporter le soutien nécessaire à une œuvre de salut public.

« Il n'est pas dans mon pouvoir de fixer une date et un programme, mais bien de donner la ligne que je crois être celle de la victoire. A chacun de prendre ensuite ses responsabilités en fonction du rang qu'il occupe dans la hiérarchie.

« Ou vous êtes d'accord, et il faut ensemble décider des moyens d'action et des revendications immédiates à obtenir.

« Ou vous pensez que les éléments décisifs ne sont pas réunis, et il faudra le dire clairement. »

Le privilège de l'amitié, du moins de l'estime de la part d'hommes honnêtes, c'est qu'ils peuvent se dire sans détours ce qu'ils pensent. On n'a rien à apprendre des beni-oui-oui. Aussi, c'est avec toute l'estime que nous devons au travail magnifique réalisé par Pierre Poujade que nous analyserons la situation de son mouvement, relativement au rendez-vous qu'il a donné au Peuple de France en sa capitale.

Comme il le demande, nous nous efforcerons de répondre clairement au problème qu'il pose publiquement. Mais, faute d'une clarté plus grande dans l'expression de son dessein, nous serons contraints d'en interpréter le sens.

I

Deux cas se présentent. Ou bien ce rendez-vous fixé au peuple français a pour but de changer le régime — et il faut bien voir les choses en face — : il s'agit d'une action insurrectionnelle. Ou bien il est seulement destiné à présenter aux pouvoirs publics un certain nombre de revendications populaires, qu'ils devront accepter s'ils ne veulent pas être coupés d'une large fraction du pays.

Si dans le feu de ses discours, et répondant d'ailleurs à l'attente de ses auditeurs, Pierre Poujade a pu laisser s'accréditer la première hypothèse, nous ne croyons pas qu'elle doive être retenue. Nous l'examinerons cependant.

Nous croyons davantage qu'après avoir épuisé les moyens constitutionnels de faire entendre la volonté populaire, Pierre Poujade, devant la mauvaise foi des tenants du Système, veuille faire admettre à la fois au peuple et au régime la nécessité des Etats Généraux. Pous cela, il croit à l'efficacité d'un grand rassemblement sur Paris. Nous répondrons à cet espoir par notre adhésion de principe et nos mises en garde, celles-ci exprimées non à Pierre Poujade qui a maintenant la meilleure expérience possible des pièges de la maffia au pouvoir, mais à certains de ses militants qui sont de nos amis et qui nous paraissent quelquefois trop pressés de bien faire ou de prendre leurs désirs pour des réalités.

Pour répondre clairement aux questions qu'il pose, nous sommes bien forcés de rendre clair le problème et d'étudier les deux hypothèses où nous sommes réduits par son imprécision. Mais, tout d'abord, nous devons dire que nous n'avions pas espéré, à partir de la révolte des commerçants, une aussi rapide transformation de l'action poujadiste qui, il faut le reconnaître, a su élever le débat de l'intérêt d'une classe aux impératifs de la survie française.

LES CONDITIONS...

Pour passer de la révolte à la révolution, il convient de réunir un certain nombre de conditions indispensables :

1) *Une forte minorité* animée d'une *conscience révolutionnaire* parfaitement *informée politiquement.*

2) *Les instruments de la prise du pouvoir.*

3) *Les cadres politiques et techniques pour l'exercice du pouvoir,* c'est-à-dire pour la révolution proprement dite.

La prise du pouvoir, en quoi trop d'activistes voient le dernier acte révolutionnaire, n'est que le début d'une révolution qui n'a aucune chance de réussir si n'ont pas été réunies les autres conditions nécessaires. Ce n'est pas tout : il convient de faire observer un certain nombre d'enseignements historiques aux activistes, dupes du romantisme des barricades, qui font circuler le bruit d'une action insurrectionnelle consécutive au Rendez-vous de Paris. Ils oublient que *l'insurrection n'est elle-même possible que dans un climat vraiment révolutionnaire, qu'elle exige une situation révolutionnaire.* L'insurrection n'est pas la révolution.

Une révolution qui échoue sur une insurrection, même si celle-ci se réduit à une « bousculade », entraîne sous une forme ou sous une autre, une contre-révolution où risquent de sombrer pour plusieurs décades les chances historiques et de la Révolution et du Pays.

Enfin, dans nos régimes modernes — si soigneusement organisés pour leur propre conservation, si complexes (et dont la complexité même est un facteur de stabilité) — ne sont plus guère possibles que les révolutions *légales, faites de l'intérieur* par une fraction des tenants du pouvoir. Au moins *l'existence de certaines complicités dans la place* est-elle absolument nécessaire.

...NE SONT PAS REMPLIES

Examinons maintenant si ces conditions sont réunies.

Nous avons pu constater à chacune des réunions auxquelles nous avons assisté lors du Tour de France de Pierre Poujade, un enthousiasme sans mélange devant le langage direct des orateurs de la petite caravane poujadiste.

Incontestablement le peuple français est fatigué de son régime, il est las de la médiocrité de son personnel politique, il prend lentement conscience d'une conjuration internationale contre les intérêts de la France, il commence à sentir confusément que la politique devenue un jeu à l'échelle de la planète le sacrifie à des intérêts qui ne sont pas les siens.

Insensiblement la colère accompagne cette prise de conscience, et cette colère le porte contre le régime ; l'envie lui vient de défenestrer les hommes du Système.

Cette situation nous la devons à l'action patiente, depuis 1945, des groupes nationaux radicalement hostiles au régime, aux journaux qui s'évertuent depuis des années à remonter le courant, aux militants qui ont su persévérer dans une constante « dénonciation politique » (au sens léniniste) du régime et de ses hommes ; mais nous la devons surtout à Pierre Poujade qui a trouvé les formules, les images aptes à réveiller dans la grande masse du peuple son ancestral tempérament frondeur.

Mais cette prise de conscience, d'ailleurs lente à venir, vite retombée si elle n'est entretenue par l'enthousiasme, est-elle vraiment révolutionnaire ?

Est-elle suffisamment informée politiquement pour qu'une montée sur Paris ait des chances d'imposer la volonté du peuple ? *Nous ne le croyons pas.*

Un travail patient d'éducation politique des meilleurs militants reste encore à faire pour qu'ils soient animés par *une même* volonté révolutionnaire, pour qu'ils acquièrent la discipline et les techniques d'agitation, de propagande et d'action, pour qu'ils sortent du vague et de l'improvisation.

Nous ne doutons pas qu'un certain nombre de militants nationaux, d'anciens combattants et de jeunes ne soient prêts au sacrifice de leur vie pour sauver la Patrie. Mais la qualité de leur désespoir ne les garantit pas des pires déboires. Se faire tuer, c'est au fond pour eux, la solution facile, la manière d'en sortir ; de sauver l'honneur. La conscience révolutionnaire, c'est le désespoir surmonté, ce n'est pas le sacrifice inutile, politiquement catastrophique en ses conséquences. Nous savons que la patience est difficile, mais c'est, sans doute parce qu'elle est rare, la plus précieuse des vertus politique.

Les cadres politiques et techniques nécessaires à l'exercice du pouvoir révolutionnaire, s'ils existent, ne sont pas encore coordonnés par rapport à une doctrine commune. Leur formation, pour un grand nombre et dans quelque milieu de l'opposition nationale que ce soit, reste à faire. Nous ne manquons point d'hommes, contrairement à ce que l'on répète trop souvent. C'est l'homogénéité des élites révolutionnaires par rapport à un dessein commun clairement exprimé qui fait défaut.

Il est habituel dans toutes les oppositions de surestimer le climat révolutionnaire et de sous-estimer la puissance des adversaires. L'espoir s'entretient par là, mais il n'est pas de sentiment plus dangereux s'il doit conduire à l'action directe.

En vérité, il n'y a en France, à l'heure actuelle, ni situation révolutionnaire, ni dissolution du régime. Il y a une lente évolution vers l'une et l'autre, une évolution qui doit s'accélérer mécaniquement de façon inéluctable.

Le gouvernement est inconsistant, mais il existe. Les forces de l'ordre lui obéiraient peut-être sans enthousiasme, mais elles ne se poseraient pas de problème : elles tireraient sur le bon peuple. Les Français ne sont que mécontents, ils ne sont pas malheureux, ils ne sont pas poussés au pire par la nécessité. Il n'y a guère que les petits travailleurs indépendants et certains paysans particulièrement éprouvés par les circonstances qui se sentent condamnés s'ils ne réagissent pas. La classe ouvrière revendique mais n'est pas révolutionnaire. La monnaie est en péril mais ne s'effondre pas. En temps de paix, une situation révolutionnaire, c'est deux millions de chômeurs, le flic qui se fait porter malade, quand le gouvernement a besoin de lui, le ministre en voyage d'études.

La situation *devient, mais n'est pas révolutionnaire.*

Parmi, les opposants au régime, il n'y a pour le moment que le parti communiste à posséder des complicités dans la place parce qu'il est seul à s'appuyer sur une doctrine, une méthode et une puissance capable d'entretenir l'espoir, chez les hauts fonctionnaires, de son succès à plus ou moins longue échéance.

Des révolutionnaires insuffisamment formés, mal coordonnés tant pour l'action que pour l'exercice révolutionnaire du pouvoir ; un régime animé par l'instinct de conservation, tenant bien en mains les moyens de se défendre... ce sont les éléments qui nous font répondre à Poujade clairement comme il le demande, que s'il s'agit de « bouter les personnages odieux du régime », « *les éléments décisifs ne sont pas réunis* ».

NE PAS FOURNIR UN PRETEXTE

Comment, de son côté, le régime va-t-il envisager cette manifestation ? — car il ne faudrait pas conclure de son incapacité de gouverner à une incapacité de se défendre. Les hommes du régime, tout au contraire, sont animés d'une grande détermination et d'une totale absence de scrupules dès que leur instinct de conservation est réveillé. Ils ont instauré leur pouvoir sur cent mille cadavres et ils ne regarderaient pas à en ajouter d'autres, et plus spécialement si c'est une équipe socialiste qui tient le manche. Monsieur Jules Moch a montré jadis comment on tirait sur les grévistes et Monsieur Depreux, comment on montait de toutes pièces des « complots préventifs ». Même en période de crise ministérielle, le mécanisme de répression fonctionnerait.

Le régime est embarrassé devant les progrès du mouvement Poujade, dont toute la force est d'être provincial, dispersé, vainqueur dans des escarmouches de détail. Le bras séculier du

Système sait mal comment et surtout *où* frapper dans cette lutte que lui mène le Poujadisme et qui ressemble à une sorte de chouannerie. Mais si les Poujadistes « montent sur Paris », ils perdent le caractère qui les protège de la repression : ils se concentrent, et leur absence d'organisation en fait, non une troupe révolutionnaire, mais une foule.

Contre cette foule, le régime redevient fort et ses moyens efficaces. Il peut s'efforcer « d'asphyxier » la manifestation, par de simples mesures d'interdiction et l'emploi de la police municipale parisienne. Il peut pousser les manifestants à la colère et transformer leur marche du silence en insurrection par les provocations de la police ou celle de contre-manifestants, ou tout simplement en refusant de faire droit aux revendications qui lui seront présentées.

Il peut même, s'appuyant sur les préparatifs d'une telle action, les gonfler dans sa presse — qui n'en est pas à un mensonge près — et justifier ainsi une action de police contre les leaders de l'opposition nationale. Il peut compter d'ailleurs sur les provocateurs inconscients, les militants sincères et un peu simples qui croient faire la révolution en marchant sur l'Elysée. C'est à cause des risques de provocation, auxquelles le mouvement Poujade ne peut de toutes façons pas parer, que *nous répondons clairement à Pierre Poujade qu'il est dangereux de prôner un grand rassemblement de masse à Paris.*

Que Poujade ne se rassure pas sur ces perspectives pessimistes en songeant à la minceur des effectifs socialo-communistes qu'il a rencontrés lors de son Tour de France. Dans une foule électrisée par le sentiment qu'elle a de sa puissance, il suffit de quelques hommes pour déclancher la folie collective.

Le régime, incapable d'arrêter lui-même sa propre dissolution a, ou aura besoin d'une tentative pareille. Il lui faut un prétexte pour faire la seule chose qui puisse le sauver : le coup d'Etat légal, fait de l'intérieur, qui installe le fascisme de gauche auquel il tend.

L'échec du 6 février 1934 nous a valu le Front Populaire et la guerre de 1939.

Attention, militants trop pressés, ce sont des conséquences aussi tragiques qui suivraient une insurrection dans les circonstances actuelles. L'opposition nationale serait brisée pour un temps indéterminé et la France y perdrait sans doute toute chance de redevenir une grande Nation.

Attention, Pierre Poujade, si disciplinées que soient tes troupes, il se trouve toujours dans une foule, les hommes impatients.

Le léninisme, la seule école politique dans l'ère des masses, enseigne que l'insurrection ne peut-être « que le coup de poing à un paralytique » ; il dit aussi « que la foule n'est utile que pour confirmer une victoire remportée par une minorité ».

Nous pouvons conclure sur l'hypothèse : « grand nettoyage » par le rassemblement populaire : il n'en faut pas courir les risques. La minorité révolutionnaire, si elle existe, reste à mettre en forme. Elle n'ajustera qu'ensuite son « coup de poing ». Cela vient, mais cela n'est pas encore ; le système n'est pas impo-

tent. Mais, quand il le sera, si les autres conditions n'ont pas été réunies, nous serons sans espoir d'exploiter jamais une situation révolutionnaire qui ne signifiera alors que la mort du pays. Il faut, dans le temps que la situation se dégrade, réunir les conditions qui dépendent de nous : la formation des hommes.

La confiance dans les vertus populaires, l'absence de plan, de buts précis, l'improvisation, c'est sans doute bien, et cela a fait ses preuves dans la lutte antifiscale ; mais l'étude et la mise en application des conditions techniques pour une réussite précise, l'organisation, ça n'est pas mal non plus, quand il s'agit de substituer un pouvoir à un autre.

II

Nous ne sommes cependant pas très inquiets de cette première hypothèse. Pierre Poujade a déjoué trop de pièges, flairé trop de dangers pour prêter le flanc à un tel risque. Il dit d'ailleurs qu'il « n'est pas dans son pouvoir de fixer une date », trouvant, lui aussi, que le paralytique ne l'est pas suffisamment. Et ce faisant, il montre bien qu'il ne craint pas de décevoir les masses qui attendaient le rendez-vous pour octobre.

Il y a, certes, dans l'article de Poujade, des allusions inquiétantes : « Je ne ferai pas comme les autres des promesses pendant longtemps... » Voici une phrase, qui peut s'interpréter de différentes façons, soit dans le sens d'un retrait éventuel — dont Poujade sait bien qu'il lui est devenu impossible —, soit dans le sens d'une victoire à brève échéance. C'est là qu'est le grand péril des mouvements de masse qui ont un besoin vital de « voir » leur triomphe proche. La patience des masses est aussi courte que leur mémoire ou faible leur capacité d'attention, et les mouvements qui les canalisent peuvent à tout moment se dégonfler quand l'espoir est déçu.

Et pourtant, quel chemin parcouru depuis quelques mois ! La preuve est faite que le peuple rejette le Système et se décide à vouloir le remplacer ; un conscience encore timide s'éveille dans nos campagnes et nos villes. Le mouvement de Saint-Céré qui est l'agent de la résurrection de cet instinct de défense populaire a durci son opposition au régime ; il a conquis des positions d'une importance considérable dans les Chambres de Commerce ; il va sous peu contrôler les Chambres de Métiers ; les progrès qu'il a enregistrés dans les élections partielles du début de la législature ont poussé le régime à supprimer désormais ces consultations afin de mieux cacher l'évolution de l'opinion publique...

Et quelles possibilités d'avenir aussi ! La désagrégation interne du régime va continuer en s'aggravant, cependant que vont rentrer en France quelque quatre cent mille jeunes hommes, maintenus ou rappelés qui vont assiter, la rage au cœur, au spectacle d'une politique empressée de perdre honteusement ce qu'ils auront sauvegardé par leur sacrifice et celui de leurs camarades tombés dans les embuscades.

C'est dans ses perspectives que s'inscrit la seconde hypothèse à laquelle donne lieu le grand rassemblement promis par Pier-

re Poujade : le dépôt solennel des revendications populaires, étape décisive vers les Etats Généraux dont le régime ne veut pas, et qu'il faudra bien faire sans lui.

C'est à cela que tend l'organisation des Congrès de Saint-Céré, qui vont se succéder en octobre et en novembre : paysans, jeunesse, ouvriers, professions libérales et intellectuels, commerçants.

Leur objectif est d'établir, non dans les détails techniques qui relèvent des spécialistes, mais en gros ce qui pourrait être le manifeste de la renaissance française, en faisant une démonstration de *l'entente des classes* sur quelques objectifs primordiaux.

Ceux-ci ne sont pas difficiles à dégager. Il s'agit d'une part de dénoncer les turpitudes du régime et de montrer que les pouvoirs publics, dans leur état actuel, sont un obstacle insurmontable à la réorganisation des circuits commerciaux et des professions, c'est-à-dire qu'il faut *justifier* l'existence du mouvement revendicatif des travailleurs indépendants aux yeux des autres classes. Il s'agit ensuite d'exprimer et d'harmoniser les revendications populaires ; suppression des subventions, précisions élémentaires sur l'impôt à la base, salaire proportionnel pour les ouvriers, etc... en mettant l'accent sur tout ce qui est défense des produits et du patrimoine français.

Mais alors, s'il est question de signifier une dernière fois au régime ce qu'il ne veut pas entendre, à savoir *la volonté réelle* du peuple, un grand rassemblement de masse à Paris, avec tous les risques qu'il comporte, n'est plus nécessaire. Il suffit de délégations départementales, aussi nombreuses que l'on voudra, et non plus d'une foule dont, quelques précautions que l'on prenne, on ne peut être assuré de rester maître.

Ce manifeste du peuple de France serait la mise en route des Etats Généraux, avec les rassemblements régionaux et toute la campagne de propagande qui suivrait :

Dans cette seconde hypothèse, les congrès de Saint-Céré auraient un autre objectif à remplir, le plan de progression du mouvement. Celui-ci manque encore de « l'appareil » indispensable en tout état de cause et des organismes destinés à la formation des propagandistes et des cadres. Il faut éviter de lier l'action de redressement qui a été entreprise aux contingences politiques ou à « l'événement » dont les formes et la date demeurent forcément imprévisibles.

CONFIANCE

« Jamais la France n'a eu une chance aussi grande de secouer le joug qui, depuis longtemps, lui fait courber la tête.

« Jamais les Français n'ont eu plus de possibilités de retrouver une prospérité et un bonheur qui semblaient perdus à tout jamais ».

Bien sûr... Jamais la France n'a eu l'espoir d'une telle chance, mais si ce travail révolutionnaire est pour la première fois possible, on ne peut lui assigner de délais. Le régime est sur la

pente fatale, mais il n'est pas mûr pour le « coup de poing » et le mouvement Poujade n'est pas prêt pour le lui donner.

La révolution, ce n'est pas le renversement d'un régime, c'est la substitution d'un nouveau pouvoir à l'ancien.

L'évolution du mouvement Poujade vers une prise de conscience révolutionnaire a été exceptionnellement rapide si l'on songe à ses origines. Mais il n'est pas encore en mesure de se poser en successeur du régime.

Il lui reste, devant le pays, à donner des buts révolutionnaires à ce réveil populaire qu'il a suscité, à préparer les Etats Généraux.

Il lui reste, à l'intérieur du mouvement, à mettre en forme les moyens et les méthodes qui lui assureront le succès.

Un jour ou l'autre (et quelle ne sera pas notre responsabilité si nous sommes pris au dépourvu), ce régime se trouvera dans l'obligation de choisir entre les communistes et les révolutionnaires nationaux.

Confiance à Poujade ? Oui, mais il faut se préparer.

Jean LESIEUR.

CHRONIQUE DU MOIS

Amères réflexions

Il semble que le drame algérien approche de son dénouement. C'est ce qu'incline à croire l'analyse à laquelle nous consacrerons une partie de cette chronique, des événements survenus ces dernières semaines en Afrique du Nord et de l'évolution de la position gouvernementale.

Comme nous l'annonçons ici depuis plusieurs mois, et nos lecteurs nous rendrons cette justice que nous n'avons jamais péché par excès d'optimisme, il y a peu de chances que ce dénouement ne soit une défaite pour notre pays.

On peut malheureusement craindre que les conditions dans lesquelles il interviendra vraisemblablement empêchent la majeure partie de l'opinion publique de le ressentir immédiatetement comme tel et permettent par suite au régime de n'en être ni humilié, ni affaibli.

Quelles que soient les garanties touchant la sauvegarde de « l'intérêt supérieur de la France », comme dit si bien Sa Majesté Chérifienne, dont elle sera assortie, on peut être à peu près certain que la solution « libérale » qui interviendra prochainement en Algérie mettra fin rapidement à la souveraineté française sur ce pays et consacrera l'éviction politique de notre pays de toute l'Afrique du Nord.

Nous ne voudrions pas que le ton objectif sur lequel nous écrivons ces lignes fasse croire à nos lecteurs que nous éprouvons une satisfaction quelconque à voir les faits justifiés d'une manière si cruellement éclatante, un pessimisme qui nous fut inspiré par le scepticisme radical que nous avons toujours manifesté quant aux chances que le régime laissait à la France de conserver ses possessions nord-africaines.

Nous n'avons jamais cru qu'une solution humaine et viable et conforme, non pas à nous ne savons quel « intérêt supérieur » et abstrait de la France, mais aux intérêts particuliers et concrets des Français, pouvait être trouvée par le régime au problème posé par l'explosion, dès longtemps prévisible pourtant, du nationalisme nord-africain Nous n'avons pas davantage pensé, ou fait semblant de penser, comme trop de nationalistes français, qui ont fini consciemment ou inconsciemment par

se déterminer à l'intérieur du « système », qu'il valait la peine d'imaginer une telle solution et d'en proposer l'application dans le cadre des institutions actuelles dont nous avons toujours considéré la disparition comme un « préalable » absolu.

Nous avons obstinément refusé de tomber dans le piège de l'union nationale que le régime, un moment ébranlé par le réveil brusque et anarchique du nationalisme français, tendait aux hommes de l'opposition. Nous n'avons pas non plus voulu, comme nous l'avons montré à propos de l'affaire de Suez, nous associer, même si nous croyions à leur sincérité, aux manifestions de colère patriotique de certains parce que leur véhémence trop souvent verbale nous paraissait mal compenser l'absence d'une opposition nationale fermement décidée à combattre le régime et sachant, avec réalisme et habileté, utiliser contre lui les difficultés soulevées par les contradictions internes avec lesquelles le mettait aux prises le drame algérien.

Ne nous étant bercés d'aucune illusion, le dénouement probable du drame algérien ne nous apporte ni surprise, ni déception.

Il ne faudrait pas croire pourtant que son approche nous laisse dans un état de détachement serein. Elle nous remplit au contraire, au plus profond de nous-mêmes, de colère, d'amertume et de tristesse. Cette colère et cette amertume ce sont celles qu'éprouvent les hommes qui, ayant milité comme nous depuis des années dans ces « petits groupes méprisés » dont parlait récemment Louis Pauwels, se sentent, comme l'écrivait ces jours-ci Pierre Boutang dans la *Nation Française*, « le dos au mur, ivres d'une colère et d'une justice qui cherchent le moyen de faire irruption dans le cours répugnant des choses et de briser le faux ordre établi ».

Ce cours répugnant des choses c'est celui, apparemment irréversible, de la décadence française accéléré par le régime atroce que notre pays *tolère* depuis plus de dix ans, et c'est parce que la perte de l'Algérie consacrant celle de toute l'Afrique du Nord marquera une nouvelle étape, peut-être décisive, de cette décadence que nous en serons atteints dans notre conscience de Français.

Comment pourrions-nous aussi voir sans colère et sans tristesse se rompre les liens charnels qui nous unissent depuis un siècle à une terre peuplée de plus d'un million de nos compatriotes ? Comment pourrions-nous oublier que sur cette terre des paysans français vivent dans des villages français dont la naissance à la fin du XIXe siècle et au début du XXe,

alors qu'on n'avait plus construit un seul village dans notre pays depuis le Moyen Age, a témoigné du renouveau de vitalité terrienne de notre race ? Ce rude pays où d'innombrables lieux ont été nommés pour la première fois dans notre langue, nous lui avions donné, en maints endroits, le visage d'une province française ; nous ne pouvons pas ne pas souffrir dans notre chair d'en être séparés.

Nous sommes amers de voir que notre pays semble consentir de plus en plus à ce destin espagnol qui est de plus en plus le sien et nous nous demandons avec une sourde angoisse si le combat, mené contre tout espoir disaient certains, par une poignée de Français, étrangers dans leur propre pays, pour sa métamorphose, n'aura été qu'un combat pour l'honneur.

Est-il encore possible de croire, comme l'écrivait Drieu, qu' « il y a de telles profondeurs dans l'être d'un pays qu'il peut recevoir en plein visage des blessures atroces et pourtant nourrir de son sang les pâles et hideuses cicatrices et y infuser encore de la jeunesse ? ».

Pouvons-nous espérer que l'Europe, dont l'union est plus que jamais urgente, où la France sans doute ne serait plus ce qu'elle a été, mais c'est un bel espoir, étant donné ce qu'elle est devenue, permettra à notre pays d'opérer cette métamorphose que nous avons été jusqu'à maintenant impuissants à leur faire subir dans la prison du régime verrouillée par nos frontières nationales et de renouer au sein d'une communauté plus riche et plus puissante des liens nouveaux dans un climat nouveau avec une Afrique du Nord qui ne sera plus *française* mais que notre présence pendant plus d'un siècle aura malgré tout profondément *occidentalisée ?*

VERS UNE VICTOIRE DU F. L. N.

M. Lacoste continue à afficher, en ce qui concerne l'évolution de la situation algérienne, un optimisme solide qui est bien à l'image de sa robuste personne. Cet optimisme que la situation en général et quelques faits récents en particulier contredisent assez vivement est, remarquons-le, de moins en moins partagé, même en dehors des adversaires d'extrême-gauche et mendesistes du ministre-résidant, et fait place maintenant, en particulier dans les milieux politiques algériens, à une inquiétude de plus en plus ouvertement exprimée. Il y a quelques semaines, M. Chevallier, dont la tenace impopularité due à sa malencontreuse participation au cabinet Mendès fait un peu

trop oublier à beaucoup son intelligence lucide et raisonnable du problème algérien, exprimait dans le *Journal d'Alger* son angoisse devant le pourrissement politique de la situation; plus récemment, un quotidien oranais s'en prenait si vivement à l'optimisme, selon lui injustifié du ministre-résidant que ce dernier a cru nécessaire de publier un long communiqué énumérant tous les faits qui, prétend-il, prouvent l'efficacité de la politique de « pacification ». Nous n'irons pas chicaner M. Lacoste sur le nombre exact des victimes du terrorisme fellehg et nous nous réjouissons bien volontiers de ce qu'elles soient, comme il l'affirme avec chiffres à l'appui, moins nombreuses qu'en juin. Mais le fait est là, pour s'être déplacé du bled dans les villes, le terrorisme n'en fait pas moins chaque jour de nouvelles victimes et tout ce que l'on peut dire c'est que la situation du point de vue de la sécurité s'est tout au plus stabilisée.

Nous conviendrons honnêtement qu'il faut porter au crédit de la politique de pacification des faits dont l'importance n'est certes pas négligeable : le calme est revenu en Petite-Kabylie, la situation s'est nettement améliorée dans le Constantinois où l'on circule librement entre Philippeville et Constantine, enfin et surtout les moissons ont été rentrées à peu près normalement, ce qui constitue une incontestable défaite pour la rébellion.

En revanche, le vide politique algérien, pour reprendre une expression de plus en plus couramment employée, devient chaque jour plus inquiétant et annule pratiquement les succès dont nous venons de parler..

Comme le problème algérien paraît insoluble sur le seul plan militaire et qu'il est évident au surplus, comme le prouve la décision démagogique prise récemment de libérer tous les rappelés, que le gouvernement n'a pas la volonté de poursuivre un effort qui aurait peut-être permis, non pas la destruction de la rébellion, mais son extinction, c'est donc la solution « politique » qui décidera dans un sort prochain de l'avenir de l'Algérie.

On peut être certain que cette solution, en raison du vide politique devant lequel le régime se trouve à cause de sa faiblesse, consacrera la victoire du F. L. N. qui apparaît d'ores et déjà comme le seul « interlocuteur valable » avec lequel le régime se résignera finalement à négocier. Mais cette négociation a toutes les chances de ne pas se faire sur les bases du statut « libéral », dont différentes versions plus ou moins fidèles

ont été publiées, élaboré à Alger sous la direction de M. Lucien Paye. Si le gouvernement s'est décidé, ces derniers jours, à ne pas rendre public ce statut aussi rapidement qu'il avait été prévu et que M. Lacoste le souhaitait à cause de la proximité de l'Assemblée générale de l'O. N. U., ce n'est pas tant à cause des réactions qu'il aurait peut-être suscitées au Parlement et dans l'opinion métropolitaine et algérienne, que parce qu'ayant affirmé son souci de mette en œuvre un statut non pas octroyé mais négocié avec les représentants de la population musulmane, il ne trouve plus en face de lui de négociateurs « modérés », c'est-à-dire acceptant la discussion sur les bases d'un statut qui, si libérales qu'en soient les dispositions, comporterait le maintien de la souveraineté française. Ceux qu'il espérait pouvoir présenter comme tels se dérobent ou, comme l'ancien président de l'Assemblée algérienne M. Farès qui, il y a quelques mois encore se déclarait partisan de la politique d'intégration, l'invitent à négocier avec le F. L. N., c'est-à-dire qu'ils l'invitent à reconnaître l'indépendance totale de l'Algérie.

Voilà des ralliements autrement significatifs et lourds de conséquences que ceux dont se vante la propagande de M. Lacoste, et sur lesquels nous sont parvenues ces jours-ci d'Alger des information qui, croyons-nous, se passent de commentaires.

Selon ces informations, les « ralliements » spectaculaires des berbères des montagnes kabyles, dont le général Ollié et son successeur le préfet Vignon ont été les glorieuses vedettes à Bohgni, Fort-National et Tizi-Ouzou, relèvent du théâtre, l'indispensable figuration étant assurée, assez souvent, à coups de crosse de fusils, par les manœuvres berbères employés à la réfection des routes et des pistes des communes mixtes dont les administrateurs, les délégués des centres municipaux ou les officiers des affaires indigènes remettaient préalablement les listes aux émissaires préfectoraux. Au jour fixé pour la représentation dans chacune des localités choisies par les autorités et en présence bien entendu des journalistes français et étrangers, des photographes et des radio-reporters convoqués pour la circonstance, quelques centaines de berbères se trouvaient ainsi rassemblés, sans savoir pourquoi, autour d'un drapeau français pour entendre le discours « inspiré » de quelque caïd ou « ancien combattant » musulman et la réponse émue du brav' général ou du préfet .Après quoi l'on distribuait aux « ralliés » des vivres, de la pharmacie ou... des armes à de soi-disant « volontaires » qui n'ont rien dû avoir de plus pressé que de les repasser aux rebelles.

Ce ne sont pas ces grossiers artifices de propagande qui permettront au régime de renforcer sa position avant l'ouverture des négociations avec les chefs du F. L. N. L'hostilité « officielle » de M. Lacoste à de telles négociations ne change rien au fait que le gouvernement en a déjà à peu près certainement admis le principe et qu'il attend seulement pour les engager de pouvoir le faire dans des conditions et selon une procédure telles qu'elles lui permettent de ne pas paraître perdre la face.

Ainsi s'explique le discours, dont, selon certains journaux, les termes avaient reçu l'approbation de M. Dubois, que le sultan du Maroc a récemment prononcé à Oudjda. Ce discours, où Sidi Mohammed Ben Youssef a réclamé pour l'Algérie le droit à l'indépendance dans le respect de « l'intérêt supérieur de la France » et a offert implicitement sa médiation, n'a, cela est très significatif, suscité aucune réaction de la part du gouvernement. On dit, au contraire, que MM. Savary, Defferre et Chaban-Delmas ont trouvé l'initiative du sultan très « intéressante » et que celle-ci a été approuvée par de Gaulle qui ne désespère pas, une fois l'Afrique du Nord liquidée, de reprendre le pouvoir peut-être en compagnie de Mendès. Si l'on ajoute que le sultan avait longuement conversé, avant de parler à Oudjda, avec Fehrat Abbas que M. Martin Artajo, fidèle intermédiaire en l'occurence de M. Dulles, avait vivement recommandé à M. Pineau lors de son passage à Paris, et que le prince Moulay Hassan a manifesté le désir de profiter de son séjour en France pour rencontrer Messali Hadj, on voit très nettement se dessiner la manœuvre, qui ne prendra probablement toute son ampleur qu'après le voyage de Mohammed V à Tunis, grâce à laquelle les hommes du régime espèrent pouvoir nous faire accepter sans broncher leur capitulation devant le F. L. N.

Jacques POILLOT.

Les notes du mois de l'huissier sans chaîne

Restauration des privilèges. « Chevrotine » a publié le budget — fort peu connu — de l'Assemblée Nationale pour 1956 : 4 milliards 708 millions, en augmentation de 8 % sur celui de 1955 bien qu'il y ait plus de 40 députés en moins. Certaines rubriques sont édifiantes : l'honorariat (sic) de M. Herriot coûte 4 millions aux contribuables (en plus de son indemnité parlementaire) ; outre son viatique de parlementaire, M. Le Troquer touche 4.100.000 fr. de plus, les membres de son cabinet 6 millions et 10 millions pour ses frais de réception et de représentation. Le secrétariat des députés et des groupes est inscrit pour 218 millions, plus 50 millions pour l'affranchissement du courrier des parlementaires. 20 millions pour le service automobile et 723 MILLIONS DE SUBVENTION A LA CAISSE DE PENSION DES ANCIENS DÉPUTÉS. 50 millions de fournitures de bureau et 5 MILLIONS POUR MÉDAILLES, INSIGNES ET ÉCHARPES. Les dépenses de bâtiment (on sent qu'il s'écroule) sont ahurissantes : 37 millions pour l'entretien général, 61 millions pour les travaux neufs et grosses réparations, 3 MILLIONS POUR L'ENTRETIEN DES JARDINS ; L'ENTRETIEN du mobilier (sic) se chiffre — tenez-vous bien — à 51 millions et 55 millions pour l'entretien du matériel téléphonique, ascenseurs, sonorisation et lignes pneumatiques. Régie des travaux (?) 31 millions. Pour l'essentiel ! On apprend par la même occasion qu'un député touche exactement 212.257 fr. par mois, mais ne paie l'impôt que sur 88.641 fr. Au temps de Ramadier-presse citron !

Petite devinette : Dans quel chapitre se camouflent la buvette et la restauration ? On n'ose même pas les faire apparaître.

Vive la nuit du 4 août 1789 ! !

⁂

A ces 4 milliards 708 millions pour 580 gars, il faut ajouter le Conseil de la République, l'Assemblée de l'Union Française (et son nouveau palais), la Présidence de la République, la Présidence du Conseil, les ministres et leurs cabinets. Les dix milliards doivent être dépassés.

Puis, il y a encore les « fonds secrets », abomination de la désolation des socialistes... jadis... avant d'être au pouvoir. Les Affaires Etrangères, l'Intérieur, et l'Information disposent de fonds secrets. Combien ? Mystère !

Et il faut encore ajouter le coût des élections, payées par les contribuables depuis 1946.

Pour combien d'heures de travail ? La plupart du temps, il y a entre 20 et 50 députés, les « boitiers » ou les huissiers votant pour les absents !

Pour gouverner la France comme elle l'est !

Relisez « La décadence de Rome », de Guglielmo Ferrero. Vous serez épouvanté par les similitudes !

⁂

Jadis, un président de la République quittait son septennat ruiné ou amoindri financièrement (Poincaré y laissa sa fortune : 2 millions de francs). M. Vincent Auriol, que nous connûmes avec des pantalons tirbouchonnés sur le parcours « de la Nation à la Bastille », possède, nous apprennent les journaux, une somptueuse demeure avec parc à la française à Muret, villa spacieuse sur la Côte d'Azur (achetée à la fin de son septennat), voitures et, relatèrent les chroniqueurs estivaux, il y eut des réceptions et des parties en mer sur le yacht Auriol (en réalité, nous croyons qu'il appartient au fils). Que devient l'histoire d'appartement à Paris ?

Et vive la sociale !

⁂

M. de Léotard est le député recordman du nombre de questions écrites indiscrètes posées aux ministres. On ne nous ôtera pas de l'idée qu'il doit préparer un ouvrage documentaire sur le régime avec des réponses officielles, donc historiques. Suggérons-lui deux nouvelles questions : 1° publication des noms de tous ceux qui, au titre de la résistance, touchèrent des sommes et des « rappels » pour services rendus et les sommes encaissées ; 2° publication des noms et des sommes perçues par tous les Israélites, commerçants ou non, qui déposèrent des dossiers de victimes et de spoliations.

Certains assurent que c'est le véritabe climent de solidarité du « système ». Nous refusons de croire les mauvaises langues assurant que M. Ramadier pourrait récupérer des milliards pour boucher ses trous. Alors mieux vaut dissiper l'équivoque en publiant les noms et les sommes, puisqu'il existe encore chez les contrôleurs des contributions les déclarations 1938/39... à titre éventuellement comparatif.

⁂

On a beaucoup remarqué, depuis que les socialistes sont au pouvoir, que « Le Populaire » a changé d'imprimeur et est mieux fait. On se demande si la publicité rédactionnelle pour certains membres du parti est payante ? Pour couvrir les frais !

⁂

L'ambassadeur d'un pays voisin (très ami) a dit en petit comité : « Pas un sou à Mollet et à Pineau pour jouer au poker, ils ne savent même pas tenir leurs cartes ! »

Eden les a tenues pour eux !

⁂

L'affaire des « tracts berbères » au Maroc a violemment ému l'Istiqlal arabe-envahisseur opprimeur des Berbères autochtones. Les Français ont été astucieux de jouer cette carte — que nous avions suggérée ici même. Malheureusement, ces Français bons politiques furent imprudents et maladroits car il fallait agir comme des agents secrets, avec les mêmes méthodes... QU'EMPLOIENT LES AGENTS BRITANNIQUES POUR LE MÊME BUT. Cette propagande maniée un peu naïvement ne changera rien aux intrigues de Si Allal el Fassi passées sous silence en France, comme fut étouffé le télégramme au Sultan envoyé par le P.D.I. (Parti Démocratique (indigène) de l'Indépendance) dont nous extrayons :

« **Devant l'aggravation de l'insécurité publique et politique due au régime policier actuel, plus abominable que celui du colonialisme, j'élève une protestation solennelle et indignée auprès de Votre Majesté. Je dénonce particulièrement le sectarisme des brigades dites spéciales et autres cohortes armées sévissant par rapts, tortures et assassinats de patriotes éprouvés et dignes, dans un Maroc nouveau sous un gouvernement dit national et d'union..** »

Devant l'absence de politique musulmane réaliste de la France, ce n'est pas un « cerveau » marocain, un « cerveau » algérien, un « cerveau » tunisien que les bonnes volontés doivent s'appliquer à réaliser, mais un « CERVEAU » NORD-AFRICAIN. Hélas, l'union est aussi difficile en Afrique du Nord qu'en France malgré un danger plus pressant !

⁂

On sait que M. Pineau est allé en Arménie, lors de son voyage en U.R.S.S., et que des Arméniens ont profité de sa présence pour protester contre le refus soviétique de les « rapatrier » en France. Avec imprudence, des magazines français publièrent des photos des protestataires. Ce qui les rendit facilement identifiables aux services de police d'U.R.S.S. Plusieurs organes français ont affirmé que ces Arméniens mécontents avaient été déportés en Sibérie. M. Pineau se sent-il morale-

ment responsable de cette déportation plus sévère que celle des tsars ? A-t-il effectué une démarche en faveur de ces gens qui n'eussent pas manifesté sans sa curiosité touristique ?

⁂

Signalons aux Affaires Etrangères que M. Henri Amouroux, du quotidien « Sud-Ouest », est allé visiter, en France, un ancien prisonnier d'un genre spécial. Il a consacré une enquête de qualité à cette question. Ce Français faisait partie du corps expéditionnaire indochinois. Il a été fait prisonnier, EN INDOCHINE, par des SOLDATS CHINOIS, emmené en captivité EN CHINE et soumis AU RÉGIME CELLULAIRE. Il doit sa libération, non à la France, mais au dévouement d'un voisin de cellule américain libéré avant lui. Car les U.S.A., eux s'occupent de leurs nationaux. Ce Français n'était pas le seul dans ce cas. Et comme les Chinois disent aux Français qu'ils ne seront libérés que lorsque Thorez sera au pouvoir, on aurait humainement tort de s'étonner que ces pauvres bougres ignorés de la mère-patrie ne s'acharnent plus à demeurer fidèles à un idéal. Mais chut ! dans la grande presse, défense de troubler les gros marchés entre la Chine et les industriels français !

⁂

Les Chargeurs Réunis vont liquider trois paquebots récents de la ligne France-Indochine devenue sans objet... puisqu'une ligne U.S.A.-Vietnam fonctionne. On eût pu les affecter à la ligne France-Amérique. Cela eût évité d'avoir recours aux deniers des contribuables pour construire de nouveaux paquebots. Pas assez de business en perspective pour un simple transfert ? La construction de pétroliers de 100.000 *tonnes eut été plus indiquée que celle de paquebots de luxe.*

⁂

« Normandie », l'ex- « orgueil de la France », périt. Assez étrangement d'ailleurs. Il avait également été financé en partie par les contribuables français. On ignore généralement que la France accepta d'être dédommagée de cette perte par l'attribution de quelques « Liberty-Ship » des surplus américains... On évita de publier ce détail pour que le public ne s'émeuve pas de ce marché dérisoire.

⁂

La Birmanie s'est détachée de la Grande-Bretagne et a passé des accords commerciaux avec les pays au-delà du rideau

de fer (pendant la visite B.K.). George Evans a publié, dans le Daily Telegraph, *une longue et savoureuse étude sur ce commerce : achats d'ampoules électriques à la Chine dont les douilles ne s'adaptent pas sur les modèles birmans ; d'Europe orientale,* 50 % *des feuilles d'amiante brisées « la teneur en amiante était trop faible » ; les textiles « ni de bonne largeur, ni de bonne couleur, ni de la qualité requise, invendables en Birmanie » ; les charpentes chinoises en acier « de qualité bien inférieure coûtent* 20 % *de plus » ;* 3.000 *caisses de whishy tchéco-slovaque de mauvaise qualité ne trouvent pas preneurs « et le whisky écossais est monté à* 8 *livres sterling au marché noir »; les tuyaux de fonte restent sans emploi le long des routes, car ils ne sont pas du bon diamètre ; il y a aussi une sombre histoire de ciment dont les acheteurs ne veulent pas à cause de sa qualité et que l'on stocke partout, y compris les écoles et les bureaux. Les Soviets ont même réussi à inclure dans les marchandises à livrer des journaux et des revues (pas comme emballages).*

En échange, car il s'agit de trocs, la Birmanie a livré son excellent riz par milliers de tonnes.

La liquidation des rossignols ou l'apprentissage de l'indépendance ! On se croit fort, puis... même avec les altruistes du marxisme... Hi ! les méfaits du colonialisme qui vend sa camelote aux pauvres innocents !

(Silence complet en France sur le reportage de George Evans, très documenté, peut-être trop documenté. Il révèle qu'il se « passe quelque chose » en Chine qui devient exportatrice de matériel lourd. Ensuite, les pays du rideau de fer remplissent en hâte leurs garde-manger !!).

⁂

Les Thibétains se sont révoltés. Mao Tsé Tung a envoyé quelques divisions et quelques escadrilles ; il n'a pas parlé de pacification, ni de persuasion... comme M. Robert Lacoste. Moscou n'a pas crié au « colonialisme » et Nasser est demeuré impassible. Nehru n'a pas soufflé mot.

« On ne respecte que les forts », déclara Georgi Malenkov.

⁂

Nouvelle victoire des pétroliers étrangers au Parlement français ! Après le scandale de la vente de millions d'hl. d'alcool à l'étranger (pour éviter la concurrence du carburant

superternaire), le gouvernement a décidé d'indemniser les propriétaires tréfonciers des Landes (Parentis), à... 500 frs l'ha. Un roitelet arabe touche jusqu'à 51 % de la valeur du pétrole extrait ! *Naturellement, considérable plus-value des bénéfices des sociétés (étrangères) exploitantes. A noter que, dans son livre,* Bataille pour le pétrole français, *Pierre Fontaine avait prévu la manœuvre... ; ce fait nouveau confirme l'emprise pétrolifère sur le monde politique. Après tout, ce sont les spoliés qui élisent ces parlementaires.*

⁂

Sur la Côte des Pirates (Arabie orientale) : « L'ABU DHABI MARINE AREAS Ltd, société dans laquelle la Cie FRANÇAISE DES PÉTROLES a une participation d'un tiers, a commencé ses travaux préliminaires de forage d'un premier puits expérimental dans le Golfe Persique. Les travaux ont été entrepris à partir d'un camp de base sur la petite île de Das ». (« Le Journal des Carburants »). avec les histoires de pipe-lines et de Suez, on eût préféré voir la C.F.P. (majorité de l'Etat français) exécuter des travaux en France où... les Américains trouvent du pétrole. A ce propos, il est vraisemblable que Luges dépassera l'importance de Parentis. Attention au nouveau boom des actions ! La Shell » serait un anticlinal prometteur dans les Charentes.

⁂

On oublie qu'il fallut la vive intervention de Tixier-Vignancourt au Parlement pour que le gouvernement annule définitivement *les envois d'armes en Egypte. Avant les preuves remises par le député au Président du Conseil, il avait été seulement décidé de ne pas livrer « des armes légères pouvant être envoyées aux rebelles algériens ». Notez-le, car, les affaires d'armes livrées au Caire et à Damas reviendront sur le tapis. Si nos soldats reçoivant sur la figure des obus de canons de* 155 *tractés, et ceux des chars A.M.X., il faudra demander des explications aux prédécesseurs de M. Guy Mollet qui passèrent les autorisations de marchés.*

⁂

Les pétroliers ont remporté une éclatante victoire sur les alcooliers grâce à M. Ramadier. La lutte ne date pas d'hier. Les alcooliers français se sont défendus comme des enfants de chœur alors que les pétroliers étaient organisés depuis longtemps. M. Ramadier a dit que l'alcool avait coûté 79 milliards au Trésor depuis 1950. Il a oublié de faire valoir combien la Régie encaissait de droits sur l'alcool chaque année (des dizaines de milliards). Il a également omis de parler des subventions accordées aux raffineries de pétrole : plus de 100 milliards depuis 1950...

⁂

A cette lutte, très peu connue du public, s'est mêlé Le Monde *(en principe anti-trusts) qui applaudit à la vente, par le prédécesseur de M. Ramadier, de* 900.000 *hl. d'alcool à* 12 *frs (net* 8 *frs* 50) *le litre à une société américaine. Il paraît que c'est une excellente opération (prix de revient* 70 *à* 80 *frs le le litre). S'il y a trop d'alcool, pourquoi oblige-t-on les viticulteurs* sous peine de fortes amendes, *à livrer leurs marcs pour des prestations d'alcool nitrique ? alors qu'ils préfèreraient s'en servir comme engrais ?...*

⁂

« Chevrotine », le bi-mensuel explosif de Léon Dupont rappelle que le budget de la France était de 420 milliards en 1946 et qu'il atteint 4.200 milliards en 1956. Cette simple juxtaposition de chiffres suffit à établir le bilan du « Système » et qui on ne nous parle pas des charges nouvelles imposées par la guerre d'Algérie puisque les dépenses CIVILES sont en augmentation de 352 milliards pour 1956.

⁂

Huit jours avant *le coup d'éclat de Nasser, une importante congrégation religieuse vendit* 4.000 *parts de fondateur du canal de Suez. Au prix encore fort. Acheteurs : les agents commerciaux soviétiques pour le compte de l'U.R.S.S.. Londres fut surtout furieux d'avoir été surpris par l'événement..*

⁂

En Algérie, M. Robert Lacoste mène une singulière politique partisane. Voici l'information parue dans « L'Echo d'Alger » du 8 août 1956 : « Une délégation d'étudiants nous a rendu visite cette nuit pour nous dire combien elle avait été déçue de l'incompréhension témoignée à Baïnem par certains responsables des forces de sécurité.

« Les étudiants qui s'étaient mis à la disposition des services chargés de la lutte contre l'incendie ont vu leur offre repoussée. Un peu plus tard on leur refusa l'autorisation de distribuer aux soldats descendant des collines en flammes un camion de rafraîchissements qu'ils avaient amené à leur intention.

« Le mouvement spontané de solidarité des étudiants semble avoir été bien mal compris. »

Les services de M. Lacoste n'aiment pas les étudiants algériens partisans de la simple pérennité française.

⁂

Toujours rien de nouveau au sujet au rapport de la commission d'enquête parlementaire sur le trafic des piastres. Dans « La Banque de l'Indochine et le piastre », Arthur Laurent a écrit : « M. Ramadier, qui prétendait à l'époque du « scandale des généraux » ne rien savoir de ce qui se passait en Indochine, avait son fils Jean, administrateur des Services civils de l'Indochine et directeur du cabinet de M. Bechard... Le général Revers, entendu par une commission d'enquête, omettait de préciser que son gendre, M. Alain Félix, était fondé de pouvoirs à la Banque d'Indochine et en fonctions en Indochine... » (page 207).

Car, sans débâcle en Indochine, l'Afrique du Nord ne serait pas à la veille d'être perdue pour la France. C'est le journal américain Closer Up *qui précise : « Les Français vont perdre l'Algérie. » (Il n'est pas seul de cet avis).*

⁂

Du New-York Times :... « Les déclarations optimistes de M. Lacoste sonnent creux. L'avenir se prononcera, mais en attendant, la révolte continue de s'étendre à une vitesse alarmante... La vie économique du pays est désorganisée... Il est prouvé que le gouvernement français n'est pas capable de protéger la vie et les biens de ses propres citoyens.

« ... La politique du gouvernement français en Algérie est interprétée par les Arabes comme une signe de faiblesse et de capitulation imminente. Si cette impression est fausse, le gouvernement aura du mal à le prouver... »

Pour une fois, nous sommes d'accord avec la presse américaine.

⁂

Une brève information du Journal des Carburants, nous apprend que le gouvernement français a autorisé la Shell à construire un aérodrome privé dans le territoire d'Aïn Sefra (Sahara français). A hurler quand on connaît la part des pétroliers britanniques soutenus par leur gouvernement dans les avatars nord-africains de la France. A moins que la France n'ait rien à refuser à la famille Rothschild... intéressée au canal de Suez, et, comme on le sait, mentor de la Shell.

⁂

Catastrophe ferroviaire à Fismes ; autre catastrophe du même genre (aiguillage) à Grenoble. On voudrait être certain qu'il ne s'agit pas d'un commencement de sabotages de na-

tionalistes nord-africains en France. En effet, un journal algérois nous a mis en garde : « ...les sabotages ont déjà commencé aux aciéries de Pompey et à Forbach où des incendies de forêts ont été provoqués. L'extension du sabotage sera vraisemblablement dirigée SURTOUT CONTRE LE MATERIEL FERROVIAIRE... » *Les Algériens du Caire avaient prévenu qu'ils porteraient la guerre en France ». Aucun humour de notre part en évoquant le « fait fellagha » dans la métropole. Trop de marchands de tapis vont maintenant jusque dans les villages dans le but de vendre leur pacotille. Le commencement d'incendie dans une raffinerie de pétrole méditerranéenne aurait la même origine que des ruptures de câbles téléphoniques.*

⁂

Le 1er novembre 1956, il y aura deux ans que la guerre a commencé en Algérie. Quand un de nos collaborateurs, seul dans la presse française, annonça, au début de 1955, que l'Algérie se trouvait en l'an 1946 de la guerre d'Indochine, certains confrères ironisèrent et les augures algériens refusèrent d'y croire. Une troisième année de guerre va commencer en Algérie.

⁂

Les histoires de Suez nous auront appris que, pour 1955, *les* 32 *administrateurs du Canal ont encaissé* 200 *millions de francs. Ce qui n'est pas mal pour quelques heures de « travail » chaque année. Car ces « jetons » viennent en plus des dividendes.*

⁂

Presque personne n'a parlé d'un décret pris in extremis par le gouvernement espagnol quand il sentit que la zone marocaine allait être intégrée par l'empire chérifien. Sous l'impulsion de milieux affairistes madrilènes et majorquins (inspirés par la Grande-Bretagne, dit-on), les ports de Ceuta et de Mellila devinrent non seulement ports francs, mais villes libres. On ne sait pas le sort que l'empire chérifien réservera dans l'avenir à cette décision très importante, si la capitale traditionnelle du Maroc redevient Fès, comme il en est question chez les fanatiques musulmans. C'est l'agonie de Tanger et peut-être le commencement de la fin de Casablanca. Un des dessous des troubles marocains.

DE TEL-AVIV A NEW-YORK ET MOSCOU

Le Judaïsme mondial a reçu, il y a quelques mois, deux camouflets : lors d'un dîner offert par l'Exécutif travailliste à Boulganine et Krouchtchev, au cours de leur séjour à Londres, les délégués soviétiques ont refusé avec hauteur de répondre à toute demande de renseignements sur la situation du judaïsme russe, après avoir refusé de recevoir en corps les représentants des grandes associations juives anglaises. En dépit d'une campagne mondiale de propagande et d'intrigues, Moshe Sharett, ministre des Affaires étrangères d'Israël, s'est vu refuser par l'Angleterre et les Etats-Unis des armes pour affronter le réarmement égyptien, les puissances anglo-saxonnes craignant qu'il ne s'en serve pour faire aux Etats arabes une guerre « préventive » susceptible de dégénérer en guerre mondiale.

La netteté de l'attitude anglo-américaine et le succès du voyage de M. Hammarskjods, médiateur de l'O.N.U., ont eu à la longue un effet retentissant : Moshe Sharett, coupable d'avoir organisé des expéditions punitives en réponse aux violations de territoire israélien par les Arabes, politique qui alimentait indéfiniment les manœuvres de représailles, a été contraint de démissionner sans avoir pu résoudre les deux problèmes qui, seuls, suffisaient alors à rendre l'atmosphère du Moyen-Orient irrespirable : le tracé définitif des frontières d'Israël et le statut des quelque neuf cent mille réfugiés arabes de Palestine dont la misère depuis huit ans est un scandale permanent et une cause de graves inquiétudes pour la Jordanie.

Moshe Sharett a été remplacé aux Affaires étrangères par Mme Golda Myerson, jusque-là ministre du Travail et dont le Premier ministre Ben Gourion avait des raisons de penser qu'elle pourrait être *personna grata* à Moscou (elle est née à Kiev et a été ministre plénipotentiaire en U.R.S.S.). En réalité, plusieurs hommes politiques ont aussitôt fait remarquer que Mme Golda Myerson n'a pas l'envergure d'un ministre des Affaires étrangères et que, dans les circonstances critiques où

se trouve l'Etat d'Israël, c'était le Premier ministre lui-même qui allait, en fait, prendre la direction de la diplomatie.

L'incident vaut d'être retenu, car, jusqu'ici, c'était les Juifs qui faisaient tomber les ministres qui leur déplaisaient. Maintenant qu'ils ont un Etat, ils sont vulnérables commes les autres et leurs ministres ne sont pas à l'abri d'accidents. Le nationalisme arabe, qu'ils ont contribué à étendre au Maroc et en Tunisie, est une force avec laquelle ils auront de plus en plus besoin de compter, puisque les deux plus grandes puissances du monde ont décidé de s'en servir l'une contre l'autre sans s'arrêter devant les dégats que cette politique cause autour d'elles, dans l'Empire français notamment.

Mais les Israélites sont comme les Arabes : ils sont trop dispersés et représentent un force trop réelle pour que les plus grands Etats ne s'avisent du tort que leur ferait une politique strictement anti-juive. La leçon hitlérienne n'a pas été perdue.

Les Juifs du monde entier se plaignaient d'être privés de contacts avec leurs coreligionnaires des pays soviétiques depuis plusieurs décades. Un article, paru au mois d'avril dernier, dans la *Volkstimme*, de Varsovie (organe des communistes israélites), a donné des renseignements impatiemment attendus sur leur situation.

Ils sont, parait-il, deux millions en U.R.S.S., presque tous concentrés dans les communautés urbaines, suivant leur habitude : il y en a près d'un demi-million à Moscou et cent mille ou plus dans chacune des villes de Kiev, Leningrad et Odessa. D'après le journal américain *Jewish Daily Forward*, ils disposeraient encore de 500 synagogues que la *Volkstimme* déclare pleines à craquer, mais la *Jewish Chronicle*, de Londres, se plaint que, malgré tout, ils n'ont pas les moyens de mener leur vie propre et qu'ils risquent à la longue d'être absorbés par la masse russe. Le 11 mai, *The Jewish Chronicle* revendiquait pour eux le droit de construire de nouvelles synagogues, de fonder des séminaires rabbiniques, d'avoir leurs théâtres, leurs livres, leurs journaux et leurs œuvres sociales.

Ce sont ces revendications que le *Board of Deputies* et plusieurs autres organisations juives d'Angleterre voulaient présenter à Boulganine et Krouchtchev. Leurs demandes d'audience étant restées sans réponse, ils essayèrent de faire traduire leur émotion par M. Gaitskell, au cours du dîner offert par l'Exécutif travailliste, mais l'ancien ministre britannique fut aussitôt interrompu par Krouchtchev : il n'y a pas d'an-

tisémitisme en U.R.S.S., répondit ce dernier sèchement, et, peu après, il leva la séance, laissant ses hôtes sans voix.

L'incident fit le tour de la presse israélite du monde entier. Devant le scandale, les diplomates soviétiques comprirent la maladresse de leur attitude au banquet et s'avisèrent qu'il était contre-indiqué de heurter de front la conscience universelle juive.

Quelques semaines plus tard, ils faisaient annoncer l'ouverture d'un séminaire rabbinique à Moscou et l'autorisation donnée aux Juifs orthodoxes d'acheter de la viande *Kascher*. Puis, ils invitaient deux délégations de rabbins américains à visiter les communautés juives de l'U. .R. S. S. et de plusieurs pays satellites : le Conseil rabbinique d'Amérique et le Comité des rabbins de New-York, où se trouvent représentés les orthodoxes, réformés et conservateurs.

Le débarquement en pays soviétique fut l'objet d'une première déception. Alors que les journaux annoncent toujours l'arrivée des délégations étrangères (il n'en vient pas si souvent), aucune mention ne fut faite de la venue des rabbins d'Amérique. L'attention des journalistes russes était réservée au shah de Perse. Les Israélites soviétiques furent, néanmoins, avisés du passage de leurs coreligionnaires et leur firent un accueil enthousiaste, tandis qu'ils entraient dans la grande synagogue de Leningrad.

Celle-ci peut recevoir 2.000 fidèles. Il y en avait 1.000, presque tous âgés de plus de trente ans, car la jeunesse juive, comme la jeunesse russe, est profondément marquée par la propagande des « sans Dieu ». Lorsque l'on sait que la communauté juive de Leningrad est de 200.000 âmes, on peut mesurer assez exactement la force de l'emprise communiste.

Pour remédier à cet état de choses, les rabbins d'Amérique allèrent rendre visite à Ivan Polanski, ministre des Cultes, et lui demandèrent d'autoriser l'enseignement de l'hébreu sur le plan purement linguistique, à l'exclusion du domaine religieux. Le ministre se retourna vers ses adjoints, un Russe et un Juif. Le premier ne fit pas d'objection ; le second répondit que l'organisation de cet enseignement équivaudrait au rétablissement des écoles Talmud Torah. La réponse du ministre ne pouvait plus être que négative.

A Moscou, les rabbins furent invités à un récital donné par le Conservatoire. Ils eurent la satisfaction d'entendre des chants russes, aussi des chants juifs (en Hébreu et en Yiddisch), exécutés par leur coreligionnaire Jan Peerce, du Me-

tropolitan Opera de New-York. A la fin du concert, quelle ne fut pas leur surprise de voir Krouchtchev presser l'artiste sur son cœur comme un ami très cher.

Comédie évidente, de même que la façon dont ils furent accueillis, le jour de l'Indépendance, à une garden party à l'ambassade américaine, par Boulganine, Molotov, Krouchtchev et Malenkov, qui les traitèrent comme des frères perdus depuis longtemps et enfin retrouvés. Malgré tout, les rabbins n'osèrent pas aborder les problèmes qui leur tenaient au cœur dans une réunion « mondaine » et la conversation resta sur le chapitre des banalités courtoises. C'est du moins la version donnée de la rencontre par les rabbins Kertzer et Jolovensky dans la *Jewish Chronicle* du 13 juillet. Dans le même organe, le 6, les rabbins Klapperman et Hollander reconnaissaient qu'ils avaient parlé de la nécessité d'une éducation religieuse pour la jeunesse : « un citoyen qui remplit son devoir moral envers son Créateur, avait déclaré Hollander, est sûr d'être un bon patriote ». Boulganine n'avait pas dit que l'avenir de la religion juive ne l'intéressait pas. Il s'était contenté de sourire aimablement. Peut-être pensait-il que la religion est un moyen de maintenir le contact entre les communautés de la *Diaspora*. En tous cas, s'il l'avait craint, il aurait été confirmé dans ses appréhensions par la déclaration du rabbin Hollander à la *Jewish Chronicle*, le 10 août : « Des avenues doivent être ouvertes pour maintenir des contacts religieux et cultures avec le Judaïsme mondial ». Politique qui ne cadre pas avec la fermeture du rideau de fer.

Certes, il est toujours question de soulever le rideau de fer. La politique de la main tendue soviétique le veut plus que jamais en dépit (ou à cause) de la crise de Suez, mais les Russes ne veulent pas aller trop vite en besogne : ils tiennent à garder le contrôle de la situation et à doser leurs faveurs.

Ce ne sont pas des manifestations comme le message du Nouvel An adressé aux Juifs de l'U.R.S.S. par le rabbin Lieberman, de Long Island, sur les antennes de Radio-Libération qui hâteront la solution du problème. Radio-Libération est une émission patronée par l'*American Comittee for the liberation from Bolshevism*. De New-York, d'Allemagne et d'Extrême-Orient, elle fait sans doute une propagande anti-communiste très utile, mais ce n'est certainement pas à elle qu'il faut confier ses pensées en yiddisch et en russe, lorsque l'on a été l'hôte du gouvernement soviétique comme le rabbin Lieberman.

Ainsi que ses confrères, le rabbin Lieberman, aurait pu constater la crainte extrême qu'avaient les Juifs russes de parler aux visiteurs américains.

Une fois, il fut permis à l'un des rabbins de poser publiquement des questions au porte-parole d'une communauté israélite. Terrorisé à cette seule pensée, ce dernier parla comme un accusé bien stylé à un procès de Moscou. A la question : « L'antisémitisme existe-t-il en U.R.S.S... », il répondit comme un automate : « L'antisémitisme est banni par la loi ». Et à la question : « Les médecins juifs ont-ils été maltraités ? » il répondit avec autant de promptitude : « Jamais ».

La crainte dans laquelle vivent les Juifs autochtones, la surveillance dont les visiteurs ont été l'objet, certains de ces derniers auraient bien voulu les dissimuler dans les rapports officiels et les articles de journaux, mais d'autres les ont avouées et l'un d'eux, même, a protesté auprès de la *Jewish Chronicle* contre ces assertions mensongères. « J'ai observé, a-t-il écrit, des formes officieuses, tolérées, d'antisémitisme ».

Pendant les dernières années de l'ère stalinienne, la circoncision a été pratiquement interdite. Elle est autorisée de nouveau, mais cinquante pour cent des Israélites n'osent pas conduire leurs enfants dans un *mohel* pour la leur faire subir.

Les personnages officiels se retranchent derrière l'antisémitisme de la masse russe pour justifier leur attitude. Mikoyan et Chepilov ont déclaré à des socialistes français de passage à Moscou, au début de l'été, qu'en dépit de quarante ans d'efforts, ils n'avaient pas eu raison de ce « stigmate capitaliste ». Ils n'ont pas dit que les « purges » qui ont accompagné l'élimination de Trotzky, Kamenev et Zinoviev n'ont pas été sans causer de remous et que l'antisémitisme stalinien des dernières années a laissé des traces profondes.

Situation assez paradoxale, la seule communauté juive qui donne l'impression d'une intense vitalité est celle de Géorgie. Des centaines de ses membres n'ont pas hésité à entrer en contact avec la délégation rabbinique et à lui confier des lettres pour des parents d'Amérique. Ils portent ostensiblement des emblèmes juifs et les jeunes vont à la synagogue.

Ce spectacle a réconforté les rabbins, car, au cours d'un voyage de huit milles klomètres (d'où l'Etat « autonome » de Biro Bidjan a été formellement exclu), ils avaient constaté avec désespoir que tout était à refaire si l'on voulait que les Juifs fussent à même de cultiver leurs traditions nationales et religieuses. Non seulement tous les obstacles étaient mis à

l'instruction mosaïque, non seulement il fallait rouvrir des écoles rabbiniques, mais on en était à devoir réimprimer des livres, en particulier des livres de prières, car il n'en avait pas été publié depuis vingt ans et leur défaut se faisait cruellement sentir.

Les rabbins d'Amérique ont vu les épreuves d'imprimerie de certains de ces ouvrages, mais nul n'a pu leur dire quand l'ordre serait donné de les tirer. De même, le grand séminaire dont l'ouverture a été annoncée, reste toutes portes closes. Le ministre des Cultes a bien déclaré que l'inauguration était imminente, mais qu'entend-il par ce mot ?

A n'en pas douter, les maîtres de l'U.R.S.S. calculent les incidences intérieures de la modification de leur attitude. La passion indiscrète avec laquelle les Israélites du monde entier prétendent venir au secours de leurs coreligionnaires d'U.R.S.S. leur déplaît. Alors que le ministre avait décliné l'offre d'une participation financière américaine à la fondation du séminaire, il a appris qu'un grand homme d'affaires de Johannesburg avait envoyé un don important au grand rabbin de Moscou.

Le sort des Juifs de Hongrie avait ému les visiteurs. Depuis leur départ, une pluie de colis d'outre-Atlantique tombe littéralement du ciel sur les communautés de ce pays.

Enfin, les Israélites avaient demandé la création de journaux, l'ouverture de bibliothèques et de théâtres, en particulier, celle du théâtre juif de Moscou, pour laquelle ils s'apprêtent à engager une quarantaine d'acteurs qui joueraient six mois dans la capitale, le reste du mois à Leningrad, Kiev et dans quelques autres grandes villes.

Mais leurs coreligionnaires du dehors ont-ils été bien inspirés en mobilisant le PEN-Club pour arriver à leurs fins ? Pendant le Congrès de Londres de cette société, les délégués ont rédigé un télégramme déclarant que les maîtres actuels du Kremlin avaient confirmé les pires appréhensions causées par les mesures draconiennes du régime stalinien contre la culture juive dans l'Union Soviétique : « Nous pressons les amis de la liberté dans le monde, concluait le message, d'élever leurs voix afin de protester contre les actes de brutale discrimination infligés à un peuple entier. Nous voulons enregistrer une réprobation énergique des actes effrayants de génocide perpétrés avec l'absolution apparente du régime soviétique ». (1)

(1) The Jewish Chronicle, 27 juillet 1956, p. 1.

Cette déclaration fracassante n'a pas empêché le Grand Rabbin de Moscou d'envoyer (sans nul doute sur l'ordre de son gouvernement) une invitation aux représentants de deux associations juives d'Angleterre (*Agudas Israël* et *Hapoël Hamizrachi*) à visiter l'U.R.S.S. Une invitation du même genre a été aussi envoyée à Paris. Ce sont de nouveaux voyages à la Potemkine qui se préparent. Le changement de régime des Juifs de l'U.R.S.S. ne sera opéré que progressivement si les besoins de la politique étrangère soviétique l'exigent.

Dans les pays satellites, leur traitement pourra faire l'objet de mesures plus radicales et, d'ailleurs très diverses, suivant les exigences de la situation locale.

La Pologne est la première à poser un problème. A la libération, les Juifs, qui avaient survécu au massacre, avaient renoncé à des professions commerciales plus hasardeuses que jamais, et profité de la soviétisation pour s'emparer des fonctions publiques. Ils se trouvent englobés, aujourd'hui, dans le courant de haine qui enveloppe tout ce qui évoque l'occupation russe et demandent à quitter en masse un pays où ils ont connu tant de déceptions.

Il faut croire que leur cas est singulièrement embarrassant pour l'administration soviétique ou que celle-ci a un bien grand désir de ne pas porter le poids des fautes commises par ses agents, car elle a envisagé sérieusement d'organiser leur départ en Israël. Quand on se souvient des injures lancées depuis quarante ans contre le sionisme, des accusations proférées contre cette « agence » de « l'impérialisme » américain, on reste pantois. Mais le fait est là et de hauts fonctionnaires israélites de Pologne ont demandé un visa pour Israël, afin de préparer leur installation et celle de leurs amis sur la terre des ancêtres.

Toutefois, il y a un obstacle à ce projet. Il vient des Etats arabes qui ne veulent à aucun prix voir augmenter la population d'un pays qu'ils ont le plus grand désir de rayer de la carte du monde.

Or, il n'y a pas que les Juifs de Pologne à vouloir venir en Israël ; il y a ceux d'Afrique du Nord, ceux du Maroc en particulier. A la suite de négociations entre Mohammed V, le Congrès juif mondial et les *B'Nai B'rith* d'Amérique, il avait été convenu que 50.000 Israélites pourraient partir dans un délai assez bref et que l'Agence juive aurait la faculté d'accepter de 20.000 autres candidats à l'émigration.

A la suite de la pression du Caire, le Sultan a interdit les départs et ordonné à l'Agence juive de fermer ses bureaux à la date du 20 juin. Assimilé au « colonialisme », le sionisme fait l'objet d'une campagne de dénigrement systématique.

Krouchtchev et Boulganine n'ont aucune envie de déplaire aux Arabes. Au début de juillet, ils avaient fixé à 20.000 le nombre des Juifs qui seraient autorisés à quitter la Pologne dans l'espace de six mois. La nouvelle s'était aussitôt répandue dans le pays et la *Jewish Chronicle* du 6 écrivait que les Israélites vivaient littéralement assis sur leurs bagages.

Un mois plus tard (exactement le 30), le ton n'était plus le même. Les communautés juives de Pologne avaient dû être averties qu'il ne fallait pas garder d'illusions excessives sur les chances d'un départ en masse pour Israël, car *The Jewish Chronicle* reproduisait une motion du conseil exécutif de l'Association culturelle juive de Pologne, invitant ses sections locales « à fortifier toutes les positions culturelles et sociales des Juifs dans le pays et à réagir contre l'esprit de capitulation sous toutes ses formes, esprit qui ne peut que nuire au développement normal de la population juive et diminuer sa force morale dans la lutte contre les éléments antisémites qui essaient de miner son implantation sur le sol polonais ».

La double volte-face du Maroc et de la Pologne est un coup porté à Israël qui n'a pas, jusqu'ici, tiré un grand bénéfice de la venue de Mme Golda Myerson aux Affaires étrangères. Ce ne sont, d'ailleurs, ni les finasseries de la diplomatie israélienne, ni les divisions des Occidentaux qui inciteront beaucoup les Soviets aux concessions dans quelque domaine que ce soit.

Georges OLLIVIER.

POUJADISME ET DÉMOCRATIE

1. — Le poujadisme n'est ni creux ni « fachiste », il est empirique.

Après la victoire électorale du 2 janvier, les adversaires déconcertés du poujadisme l'ont simultanément accusé d'être vide de substance et d'être une reviviscence du « fachisme » ennemi mortel de la démocratie.

Il n'est ni l'un ni l'autre, mais il est vrai que sa position vis-à-vis de la démocratie est assez difficile à préciser parce que, systématiquement, il évite de prendre des positions idéologiques et se borne à formuler des revendications concrètes.

Celà a grandement dérouté nos polititiens qui, depuis longtemps sont habitués à dissimuler leurs échecs sous un voile de mots, à masquer la difficulté de gérer les réalités derrière leur habileté à manier les abstractions. Celà, cependant, a plu à la masse électorale. Ce qui n'est pas tellement étonnant.

Dans la démocratie française, il y a deux langages pour parler des affaires publiques ; celui qu'on emploie devant les électeurs et celui dont on use avec les initiés. On ne peut tout expliquer aux masses ; la vérité qu'on leur révèle est toujours simplifiée et conventionnelle ; dans quelque foi qu'on les introduise, il y a un sanctuaire derrière le sanctuaire. Le seul langage qu'on leur tient est généralement passionnel et déformateur et, sauf quand il s'agit de réalités modestes dont les données sont connues de tous, on invoque de grands principes si généraux que leurs conséquences pratiques sont indistinctes ; on excite des sentiments généreux ou intéressés. Avec les initiés, on suppute des données concrètes ; on évalue des forces ; on conjugue des efforts. Devant les masses, on en appelle, sur le mode oratoire, à des divinités tutélaires : Démocratie, Liberté, Justice, Egalité, Paix... ou on foudroie des mythes démoniaques : Fascisme, Communisme, Capitalisme, Bellicisme... ; il s'agit de rallier une majorité. Avec les initiés, on tâche de concilier des intérêts opposés, d'équilibrer des bilans ; en un mot, de résoudre des problèmes pratiques, car, pour agir, il faut bien tenir compte des faits. Les parlementaires, pour peu qu'ils soient intelligents ou simplement habiles, s'accoutument aisément à ce double langage et rien n'est si frappant que de voir s'effectuer leur mue au début d'une législature. Ils s'aperçoivent très vite que toute formule de gouvernement est, pour une part, ésotérique en ce sens que les

raisons des gouvernants ne sont pas celles des gouvernés et que les généralités oratoires de mise dans les campagnes électorales ou à la tribune des séances publiques seraient ridicules dans les commissions et encore plus dans les conseils du gouvernement. Mais ils n'en continuent pas moins, vis-à-vis de leurs électeurs, de se faire un levier des mythes et des excitations passionnelles car il y a bien longtemps qu'ils ont abandonné la noble ambition d'éduquer politiquement le peuple si chère aux vieux démocrates quarante-huitards.

Je sais bien que les lois de la psychologie collective facilitent la commode duplicité de nos parlementaires démagogues mais les pensées et les sentiments qui parcourent le peuple sont plus complexes que ne l'indique le sommaire verdict des urnes. La plupart des individus composant les masses sont doués d'un naturel bon sens et de plus de lumières qu'elles n'en manifestent elles-mêmes. Il n'est, pour s'en convaincre, que d'écouter le Français moyen exprimer, dans son privé, son jugement sur quelque affaire publique le concernant directement. Il y révèle toute l'expérience acquise dans sa vie quotidienne où les aphorismes généraux et les « slogans » ne suffisent pas pour faire œuvre concrète ; il y manifeste généralement un sens réel et même une pointe de critique avisée et de salubre amertume bien différents des grandiloquentes et imprécises vaticinations auxquelles il donne, dans la griserie des contagions collectives, son bulletin de vote mais non son adhésion profonde et raisonnée.

Les désillusions n'on point manqué au peuple français depuis une trentaine d'années : la fragilité d'une victoire chèrement achetée, des crises financières et économiques, une révolution sociale manquée, une politique pacifiste conduisant à la guerre et à la défaite, la tentative de révolution nationale avortée, puis le bref sursaut d'espoir de la Libération, une nouvelle révolution ratée et une nouvelle victoire qu'on lui disait sienne mais qui apparut vite ce qu'elle était : celle des autres ; enfin, une situation financière peut-être désespérée, l'empire colonial se détachant en lambeaux et, sur l'horizon, l'ombre sinistre d'une nouvelle guerre mondiale. Un mécontentement profond et général règne dans les masses mais il était, jusqu'à présent, sans orientation et sans autre moyen d'expression que l'adhésion à des idéologies trompeuses ou la bouderie de l'abstraction électorale qui, dans certaines consultations, avait presque rejoint les pourcentages de l'époque directoriale. Trop de fois déçue, une large part de l'opinion ne se laisse plus prendre aux belles promesses. A l'insu des augures, s'est rapprochée l'heure qui finit toujours par sonner ; celle où les rêves découronnés de leurs prestiges s'effacent derrière le concret et l'immédiat ; celle où l'on tend à se regrouper autour d'un minimum d'idées communes

pour essayer le sauvetage de ces intérêts généraux dont l'extrême malheur a rendu la conscience, pour tenter de résoudre pratiquement l'éternel problème du gouvernement des sociétés : créer les conditions de la prospérité, équilibrer l'ordre, la sécurité et la liberté.

Dès lors, comment s'étonner que l'empirisme d'un homme qui a su parler à la masse avec des mots simples, a répudié toute idéologie, n'a évoqué que des questions concrètes et proposé des buts clairs, ait brusquement trouvé une large audience ?

Est-il pour celà un ennemi de la démocratie ? De celle que nous pratiquons sous la forme parlementaire et telle que nous la pratiquons, certes, et il ne le cache pas. Mais ce n'est pas la seule. C'est pourquoi je pense qu'une comparaison synthétique des grands systèmes démocratiques existants éclairera vivement la position du poujadisme et permettra de discerner la direction vers laquelle le poussera sa logique interne.

II. — Pragmatisme démocratique des Anciens et des Anglo-saxons.

Les philosophes de l'Antiquité n'admettaient la démocratie que subordonnée aux lois non écrites constituant l'éthique traditionnelle de la Cité et comme un mode de désignation des gouvernants admissible entre d'autres, une forme de légalité, non l'unique et mystique légitimité. Le Moyen-âge, avec Saint-Thomas d'Aquin citant Saint-Augustin, admettait qu'on puisse « permettre à un peuple bien policé, sérieux et gardien vigilant de l'intérêt public, de se donner à lui-même des magistrats », mais il estimait qu'il est juste, si ce peuple « devient peu-à-peu dépravé et confie le gouvernement à des hommes infâmes et scélérats » de lui enlever « la faculté de conférer les honneurs publics » et de le remettre « à un petit nombre de gens bien ». Le Montesquieu des « Lettres persanes » prétend, avec une savoureuse ironie, que, si « on prend des voix à la majeure... il faudrait mieux les recueillir à la mineure... car il y a très peu d'esprits justes et... une infinité de faux ». La soixantième proposition du « Syllabus » déclare que les majorités ne sont ni infaillibles, ni omniscientes et, qu'en leur attribuant le pouvoir de créer le droit et la vérité, on tend tout simplement à consacrer le despotisme du plus fort.

Les Anglo-Saxons sont très attachés au principe essentiel de la souveraineté populaire qui ne peut être déléguée qu'à temps ; ils croient que la forme de gouvernement démocratique est la meilleure mais leur esprit pragmatique les a toujours incités à ne pas négliger les aménagements pratiques propres à faire, de cette conviction, une réalité.

En Angleterre, la démocratie est fille de la tradition, l'aboutissement de la lutte séculaire menée, contre le pouvoir royal, par la noblesse et le peuple unis pour la défense des vieilles franchises féodales et la conquête de libertés nouvelles. Au Parlement, théoriquement tout puissant, s'impose le respect d'une constitution non écrite, authentique émanation du caractère national marqué par la défiance des abstractions (1), l'attachement aux garanties juridiques et à des libertés concrètes (de parole, de publication, d'association), la fidélité aux formes traditionnelles, le goût de la transaction, une profonde imprégnation chrétienne et un solide civisme. Toute une série de règles, de traditions, d'institutions du passé contribuent à contenir les écarts possibles d'un parlement démocratique : le double vote des électeurs possédant une installation professionnelle dans la circonscription de leur résidence (370.000 environ), la représentation des Cités aux Communes (12 sièges), l'inégibilité à la même Chambre des fonctionnaires, des ecclésiastiques, des fournisseurs des services publics, l'initiative des dépenses réservée au Gouvernement, la discipline des débats dirigés par le tout puissant « Speaker » et celle des partis encadrés par leur « leader » et leurs « whips », la priorité réservée aux projets gouvernementaux et le temps restreint consacré aux initiatives parlementaires, les pouvoirs conservés par la Chambre des lords (initiative législative, droit d'amendement, possibilité de différer une loi pendant au moins deux ans). Des mesures pratiques, visent à assurer, à l'exécutif, le minimum d'autorité, de permanence et de compétence indispensable : le Gouvernement peut dissoudre les Communes ; il est constitué par un ministère comptant de nombreux membres au sein duquel un Cabinet très réduit prend les décisions d'ordre politique ; dans chaque département ministériel, le chef parlementaire est assisté d'un Secrétaire permanent professionnel ; à la tête des trois ministères militaires (marine, guerre, air) se trouve un conseil composé de militaires et de parlementaires dont le Secrétaire d'Etat n'est, en somme, que le président et le porte-parole ; dans les affaires intérieures, un corps de fonctionnaires peu nombreux et de haut niveau, le « Civil Service », exerce une influence grandissante ; un service de renseignements excellent et autonome, l' « Intelligence service », renseigne efficacement sur les questions extérieures. Enfin, au sommet de l'Etat, la Couronne jouit d'un prestige relativement récent (depuis le règne de Victoria) mais incomparable ; le Souverain est un arbitre toujours prêt lorsque risque de se gripper l'organisme ingénieux et longtemps rodé du régime et ses interventions très rares, ont toujours été efficaces.

---

(1) Ainsi le travaillisme est syndicaliste et corporatif, empirique et expérimental d'abord et, seulement ensuite, socialiste et doctrinaire.

Aux Etats-Unis, la démocratie a été construite, pour un peuple en qui dominait le goût de l'efficience, sur la base des vieilles libertés locales britanniques chères aux treize colonies initiales, par une élite sous l'influence des idées et institutions de la France alors alliée. Cette démocratie, parce qu'elle est de forme fédérative, obéit à une loi suprême capable de modérer les écarts possibles de majorité transitoires : La Constitution (avec sa déclaration des droits) rarement et partiellement retouchée qui est, en somme, un instrument diplomatique, le traité d'union entre les Etats. Les deux grands partis (démocrate et républicain) sans doctrines bien différenciées, sont des machines disponibles pour la défense d'intérêts et d'idées variables dans le temps ; ils ne représentent pas des idéologies affrontées. Les méthodes de travail du Congrès composé de la Chambre des représentants et du Sénat (émanation des Etats) reflètent bien l'esprit réalisateur de la Nation : presque tout s'y passe dans les commissions et les grandes journées y sont exceptionnelles. Le Président est un véritable monarque à temps qui commande effectivement les armées et gouverne ; dans le domaine des affaires extérieures, son pouvoir n'est pratiquement limité que par le contrôle du Sénat appelé à ratifier les traités. La puissance très réelle du pouvoir fédéral est contenue par des freins et des garde-fous efficaces : les droits des Etats dont le Sénat est le défenseur naturel, une Cour suprême, juge de la constitutionnalité des lois (souvenir évident des « remontrances » du Parlement de Paris) et le droit d'appréciation des tribunaux sur leur application (autre souvenir de l'ancien régime français).

III. — Idéologie démocratique française.

Si, en Angleterre, la démocratie est fille de la tradition, si, aux Etats-Unis, elle est une construction réaliste ; si, dans les deux pays, elle bénéficie d'un loyalisme général et n'a, en somme, jamais fait l'objet de polémiques idéologiques, chez nous, elle est le résultat d'une révolution, d'une rupture avec le passé. Elle a été longtemps discutée, plusieurs fois remise en cause et, dans ces âpres luttes, les Français se sont passionnément engagés avec leur goût ancestral pour les abstractions. Mais ce passé, avec lequel ils avaient rompu, les avait néanmoins marqués. Ils étaient les fils des sujets des rois de France, d'un pays ancastré dans la masse continentale, sans cesse menacé et où le souci de sécurité avait entraîné une action centralisatrice qui, depuis Richelieu et Louis XIV, avait notablement réduit les antiques franchises : ils avaient, en partie, perdu, sinon le goût, au moins l'habitude de ces garanties concrètes d'indépendance si chères aux Anglo-saxons ; la liberté ne leur parut pas contra-

dictoire avec l'asservissement de la minorité à la majorité (1) et la tutelle de l'Etat sur tout et sur tous. Par ailleurs, leur individualisme natif les rendait beaucoup plus soucieux de l'égalité, une égalité bientôt dévoyée : celle des avantages, fort différente de celle revendiquée par le réalisme anglo-saxon : l'égalité des chances ouvertes à chacun. Dans une telle atmosphère, les partisans les plus déterminés de la démocratie (bien que souvent matérialistes et toujours rationalistes) n'ont pas tardé à donner dans un véritable mysticisme, ou plutôt fétichisme, d'une démocratie de droit divin et d'infaillibilité populaire A les en croire, il nait, par une opération mystérieuse, de l'addition d'innombrables incompétences, une sagesse collective plus sage que la raison et l'expérience. Il est cependant évident qu'en de nombreuses matières, la majorité est bien incapable de dégager la vérité ou même d'arbitrer entre des avis opposés ; le vote est aussi inapte à orienter l'économie ou la politique qu'à résoudre un problème de mathématiques. La plus superficielle observation et la plus élémentaire psychologie suffisent pour s'apercevoir que l'image de l'électeur méditant sur l'intérêt général avant de se décider est un mythe rationaliste bien différent de la réalité. Le nombre des humains qui concluent d'après des arguments de raison et encore plus le nombre de ceux qui agissent conformément à ces conclusions est infime. En fait, la plupart des hommes se décident en fonction d'aspirations incertaines et confuses, de complexes, de concepts, d'intérêts et de sentiments. Bien plus, la majorité d'entre eux est incapable de penser autrement que leur milieu et beaucoup n'estiment pas avoir à prendre en considération autre chose que leur intérêt propre ; or, pour les esprits moyens, c'est toujours l'avantage le plus immédiat qui l'emporte. L'électeur, désireux que son suffrage soit efficace, se trouve naturellement enclin à voler au secours de la victoire. Il faut enfin tenir compte de l'indifférence et de la désillusion qui provoquent les abstentions et, en période troublée, de la crainte qui les multiplie. On voit combien la décision réfléchie a peu à faire dans tout celà même si on néglige la fraude et la corruption. Mais l'espèce d'antropomorphisme qui attribue, aux collectivités, les mêmes facultés qu'aux êtres pensants est encore plus loin de la réalité. Le corps électoral, comme toutes les masses, ne perçoit que les aspects les plus rudimentaires des débats auxquels on le convie ; les appétits et les réactions d'humeur lui tiennent lieu de pensées ; il apporte dans les affaires de l'Etat,

(1) Le droit, pour la majorité, d'imposer sa volonté qui attente évidemment à la liberté des minoritaires n'a pas toujours été facilement admis (« Libérum veto » polonais). Il est certain qu'il peut devenir une intolérable dictature s'il n'est pas subordonné à un credo moral intangible commun à toute la Nation et une « déclaration des droits » placée en tête de la constitution en guise d'oraison préliminaire ne suffit pas à l'établir quand elle n'est pas l'expression d'une tradition solidement ancrée et ne se trouve pas épaulée par les institutions.

des dispositions subjectives et passionnelles qui lui faussent la claire vue des choses ; il peut formuler des désirs mais il est incapable de discerner s'ils sont réalisables et encore moins comment on pourrait les réaliser. La volonté du peuple souverain, c'est la résultante de confuses et contradictoires tendances, de soucis d'intérêts particuliers et immédiats, d'impulsions affectives coagulés par les suggestions des propagandes et les contagions caractéristiques de la psychologie collective.

La thèse de l'infaillibilité populaire est, au moins, aussi irrationnelle que celles du péché originel et de la monarchie de droit divin dont les conséquences pratiques sont certainement plus proches de la réalité des êtres. Elle apparaît tellement insoutenable qu'on en arrive à se demander si elle n'est pas, chez ceux qui sont sincères, le produit monstrueux d'un romantisme échevelé et d'instincts religieux refoulés dans un domaine qui n'est pas le leur. Pour de tels croyants, la seule idée d'amender la démocratie par des freins et des correctifs est un sacrilège. Lorsque De Gaulle préconisa une république présidentielle à l'américaine, ils le traitèrent d' « aspirant-dictateur » et, déjà, lorsqu'après le 6 février 1934, le Président Doumergue avait voulu réviser la constitution pour y introduire le droit de dissolution de la Chambre par le Gouvernement et réserver, à celui-ci, l'initiative des dépenses (deux particularités heureuses du régime britannique) les Radicaux s'étaient désolisarisés bruyamment d'aussi réactionnaires hérésies. Rien ne saurait mieux souligner l'opposition entre la démocratie pragmatique des Anglo-Saxons et la démocratie métaphysique des partis de gauche français. Cependant, bien des pères de la République et, parmi eux, Gambetta, ont été fort éloignés de ces sentiments para-religieux. Ils s'inclinaient devant le verdict du peuple, mais ils pensaient que l'acceptation de son arbitrage n'impliquait pas nécessairement celle de son infaillibilité et ils ne criaient pas « au blasphème ! » devant la proposition où Pascal formule le véritable et positif fondement du droit des majorités : « La pluralité est la meilleure voie parce qu'elle est visible et qu'elle a la force pour se faire obéir. Cependant, c'est l'avis des moins habiles ».

Oui ! Pascal a raison. Toute autorité doit être, au moins, autant consentie qu'imposée ; la source d'un pouvoir légitime est dans le consentement de ceux qui obéissent et ne peut-être ailleurs ; on doit espérer du peuple, non pas la suprême sagesse, mais un minimum de sens commun. Cette conception de la démocratie a, pour elle, la raison et l'évidence et, de plus, elle est saine et virile ; tandis que la thèse que je qualifierai mystique n'est pas seulement déraisonnable, elle est abêtissante et démoralisatrice. Du moment que Demos déifié est réputé

infaillible, on n'a plus à promouvoir la vérité auprès de lui mais seulement à deviner le sens vers lequel il inclinera pour en profiter ou même à manœuvrer pour qu'il incline dans un sens profitable ; on craint plus de lui déplaire que de lui nuire ; on lui fait sa cour comme aux rois et, comme eux, on les corrompt. Tout l'art politique se réduit à faciliter le passage, dans la masse, de ces courants confus d'idés et de sentiments qui, souvent, naissent et meurent, sans plus de raison qu'une mode. L'esprit de propagande l'emporte sur l'esprit de vérité. La démocratie se dégrade en démagogie et, peu-à-peu, il en résulte une véritable dégénérescence des intelligences et des caractères. Puisque l'erreur, du moment qu'elle est sanctionnée par les suffrages d'une multitude sans mémoire, est réputée vérité et peut produire des résultats avantageux pour ceux qui la professent, puisque, couverts par cette infaillibilité fictive, ils ont toutes chances d'éluder leurs responsabilités lorsque les circonstances néfastes se manifesteront ; il faudrait une bien grande force d'âme pour s'obstiner à faire triompher une autre thèse ; d'autant qu'il est toujours dangereux de refuser de se tromper avec les autres. Cette perversion devient si profonde que, dans certains milieux politiques, il règne une véritable indéfférence à la vérité : « Oui, dit-on, devant une démonstration irréfutable, mais celà ne serait pas admis ». Et celà suffit. Or, l'opinion peut se tromper, on le sait, et même qu'elle se trompe presque toujours initialement. Eh bien ! on consent à se tromper avec elle, et on s'accoutume à choisir une thèse, non parce qu'elle est vraie, mais parce qu'elle promet de devenir profitable en emportant l'adhésion de la majorité. On n'ose même plus, à la longue, élever sa pensée au-dessus du niveau commun car, quand on s'élève, on s'isole : or on veut être porté, entraîné par la foule. Celà se met même en doctrine et s'appelle : « ne pas se séparer du peuple ». Mais si l'on est ainsi certain de ne pas être désavoué, on n'en est pas moins assuré de se voir, un jour, déjoué par le cours insurmontable des évènements. Aucune puissance, même celle du nombre, ne peut fonder la vérité ; si l'on peut influencer les hommes, on n'influence pas les choses ; on ne commande pas aux lois silencieuses et inexorables de la vie.

IV. — Où mène l'empirisme poujadien ?

Je ne suis nullement dans la confidence de Pierre Poujade et de ses compagnons mais il suffit d'avoir vu ses comportements et écouté ses propos pour définir son attitude vis-à-vis de la République et de la démocratie. « Fachiste » ? Allons donc ! C'est une mauvaise plaisanterie ; il n'a jamais dit un mot ou fait un geste qui puisse le faire penser. On lui a reproché aussi de n'avoir pas de vue d'ensemble, pas d'idée générale. A y

regarder de près, il en a au moins une qui définit son attitude vis-à-vis de la démocratie. Il est l'ennemi de la république démocratique et parlementaire telle qu'elle fonctionne chez nous, avec les vices et les déviations dont je viens de tenter de définir l'origine et l'essence. Il n'est pas l'ennemi de la Démocratie. C'est pour lui une donnée de notre destin national qu'il n'a pas la moindre tentation de remettre en cause et à propos de laquelle les controverses idéologiques lui paraissent parfaitement inutiles. Il désire seulement en corriger le fonctionnement en prenant appui sur un certain nombre de points. simples et d'autant plus solides qu'il aura suscité, à leur propos, un large et explicite accord populaire. Pour tout dire, son attitude, vis-à-vis de la démocratie, est très exactement celle pragmatique des Anglo-saxons telle que je l'ai définie plus haut. Mais que dis-je, n'est-elle pas, plus simplement celle de l'immense majorité des Français dont la tête n'est pas grisée par le mauvais vin des disputes politiques et des arguties idéologiques ?

De la communauté d'attitude avec les Anglo-Saxons faut-il conclure qu'il sera conduit à préconiser quelque démarquage des constitutions d'Outre-Manche et d'Outre-Atlantique ? Je ne dis pas celà. Car sa pensée, essentiellement et volontairement empirique, se trouve, par là même, fortement enracinée dans le tuf national.

Lorsqu'ayant constaté la duplicité congénitale du régime parlementaire qui facilite la trahison des mandataires élus sur des programmes idéologiques trop vagues et généraux, il préconise un mandat impératif portant sur quelques revendications et injonctions précises et concrètes des mandats, c'est, éclairé par son expérience municipale, au vieil instrument national des Etats Généraux, qu'il recourt. Formule creuse ! ont crié ses adversaires. Halte-là ! Une formule n'est pas creuse lorsqu'elle est lourde d'un tel passé historique. Une formule n'est pas creuse lorsqu'elle implique une véritable transsubstantiation de l'électeur qui, d'être philosophant, se transformerait en Français de chair et d'os dans sa réalité vivante. Lancé dans cette voie, orienté par ces prémisses, le Poujadisme pour rester fidèle à lui-même, ne peut qu'évoluer dans le sens d'un élargissement et d'une organisation des droits des collectivités locales et professionelles avec, comme contre-poids, le renfoncement de l'Etat dans ses activités essentielles : l'ordre, la sécurité, la justice et l'arbitrage équitable des intérêts. Et, à y bien réfléchir, c'est à redresser la déviation de la grande révolution commencée en 1789 qu'on espère le voir, un jour, nous convier.

Jean PERRÉ.

Les Livres du Mois

Les Livres français :

La VARENDE : « *Le Cavalier seul* » (Ed. Flammarion.

Que d'intelligence suppose la sensualité ! quelle aptitude à discerner les détails, à suivre naturellement leur rythme. C'est avant tout de cette sensualité qu'est fait le récit de La Varende. Cela paraît facile parce que c'est heureux. Les futaies, les allées, les vallonnements, la belle route empierrée, le petit vin, l'eau froide sont là, mais chaque instant du jour également, les différentes sortes de bonheur qu'ils procurent, les nuances qu'il est aussi difficile de sentir que d'évoquer. Sensualité de la terre, du jour et de la nuit plus que sensualité de l'amour : celle-ci est envahie par le *bel esprit* qui a gâché le naturel.

Le cavalier Jean d'Anville rentre d'émigration pour retrouver le château et les domaines que lui a conservés son fidèle intendant. Il reconnait sa terre mais ne reconnait pas les cœurs. Une cruelle désillusion qu'il attise à plaisir le chasse à nouveau, il retourne en Allemagne, y connait le romanesque, en connait aussi les limites. Lorsqu'il revient vers son épouse et son fils, c'est en homme seul, de cette solitude qui permet sans doute les unions véritables.

C'est avant tout un récit délicieux que ce « Cavalier seul », mais sous lequel court en filigrane, très discrète, une histoire beaucoup plus grave. L'émigration a brisé la spontanéité de toute une race. Jean d'Anville a découvert en Allemagne des problèmes du cœur qu'il ne soupçonnait pas, qu'il était trop fort et trop bien planté sur son sol pour connaître. Il a fait également une découverte plus féconde, que l'amour ne se satisfait peut-être pas d'une spontanéité qui est souvent le masque d'une parfaite négligence de l'Autre. Mais il a le malheur de faire cette découverte à un moment où, sous prétexte de méfiance devant la rusticité de l'instinct, le bel esprit a gâté le naturel et débilité les nerfs. Malgré le heurt de classes sociales différentes, il parviendra à rejoindre sa femme mais après une expérience personnelle qui aura marqué définitivement — et vraisemblablement jusque dans les enfants — la joie qu'il prenait au monde. Son cas personnel coïncide, sans se confondre, avec l'ébranlement d'une société qui n'a pas retrouvé si vite son équilibre.

Le goût du temps se traduit par un goût de récit, un bonheur de raconter qui se communique au lecteur. C'est un livre à la fois heureux, grave et passionnant qui en suggère beaucoup plus encore qu'il n'en dit.

Bernard VORGE.

Jean DUTOURD : « *Les Taxis de la Marne* » (Ed. Gallimard).

Une série de tableautins extraits de la retraite de 40, de la défaite et des mois qui suivirent. Quelques petites scènes où la facilité de vivre et l'insouciance de la jeunesse donnent prétexte à vitupérer contre la décadence française et l'abandon au destin. Dutourd réussit là le scandale qui lui assure une large audience — le scandale, entendez l'étonnement — d'unir des réactions d'homme de gauche à des protestations qui passent habituellement pour être réservées à la droite.

On l'a dit Jacobin — idées de droite et tempérament de gauche — et il a répondu : j'en suis fier.

Il y aurait peut être de quoi si l'on croyait une seconde à tout cela. Le malheur est qu'il ne s'agit que d'une noire et banale confusion. Unir les contraires, soit, mais pas pour dire n'importe quoi. Jean Dutourd proteste contre la veulerie française mais ce n'est hélas, ni sur le ton des « Décombres » de Rebatet ni sur celui de Montherlant. Il dénonce le petit bourgeois français et l'on sent en lui à chaque seconde une parfaite complicité de langue et de sensibilité avec ce personnage.

Il affirme gravement que la politique est un domaine à part d'une nature spéciale, que la morale du chef d'Etat ne peut être celle du particulier. Et nous en sommes convaincus. Mais quatre pages plus loin, il encense le Général de Gaulle pour avoir préféré la mort à la défaite. Or nous savons que cette position n'est défendable que sur le plan individuel et que de Gaulle a en réalité détruit, le premier, la notion d'Etat, que toute la suite des événements découle directement de son action. Que vouloir unir Antigone et Créon dans un même personnage, c'est précisément la confusion qu'il dénonce.

Et puis que peuvent bien signifier ces colères — sérieuses — contre Albert Lebrun ! Ces rêveries sur une intervention armée aux côtés des Républicains espagnols, qui aurait sauvé en France la République et l'Armée. Sur ce qui serait advenu si la Commune avait gagné la guerre contre les Prussiens ! !

Au milieu de cris curieux, tout cela est mou, au fond très satisfait, et tournant dans un horizon minuscule. Mais cela aide à comprendre ce qu'il y avait de petit-bourgeois dans la « grandeur » proclamée par le général de Gaulle.

Puisque l'auteur parle tant de l'honneur, rappelons-lui la phrase admirable de Maurras « la sottise est sans honneur ».

Bernard VORGE.

Anne-Marie GASZTOWTT : *Le Secret de la Dauphine* (la Bibliothèque des Arts, 27, rue d'Assas, Paris).

Louis XV a toujours craint l'entrée de la Russie dans les affaires européennes. C'est parce qu'il n'a pas voulu lui faire la part assez belle que selon Albert Vandal (*Louis XV et Elisabeth de Russie*), il a perdu sur le continent la guerre de Sept Ans. C'est en tous cas, parce qu'il voulait la maintenir aussi loin que possible à l'Est qu'il a cherché, dans le dos de ministres aveugles (Choiseul notamment), à étayer le barrage Suède-Pologne-Turquie.

Ce travail a été confié au « secret du roi » auquel ont été initiés de grands hommes : le prince de Conti, le comte de Broglie, Dumouriez et le comte de Vergennes.

Après la guerre de Sept Ans, à une époque où Louis XV avait tendance à céder au découragement, le secret a été animé par la Dauphine, Marie-Josèphe de Saxe (mère de Louis XVI, Louis XVIII et Charles X), qui a tout fait pour favoriser la candidature au trône de Pologne de son frère, le comte de Lusace, contre Stanislas-Auguste Poniatowski, candidat de la Russie. (Il avait été l'amant de Catherine II).

L'affaire échoua en fin de compte, par suite de l'hostilité de Choiseul à la Maison de Saxe. Son échec est à l'origine des malheurs de la Pologne, car Stanislas-Auguste devait trop à la Russie pour pouvoir s'opposer à ses ambitions.

L'histoire valait d'être contée. Mademoiselle Gasztowt l'a fait avec talent ; elle a agréablement reconstitué l'atmosphère de l'époque en publiant des papiers encore inédits.

Mais son livre a, en outre, le mérite de l'actualité. Il nous permet de mesurer le terrain perdu depuis 1764. C'est maintenant sur l'Elbe, et non à Varsovie, que nous défendons l'Europe.

En 1878, au congrès de Berlin, l'Angleterre et la Prusse n'avaient pas permis à la Russie de se rapprocher de Constantinople. En 1919, les Alliés avaient établi un « cordon sanitaire » qui allait de la Finlande à la Roumanie agrandie. C'était la tradition du « Secret » de Louis XV qui, somme toute, prolongeait ses effets bienfaisants.

Une tradition bien perdue par les « vainqueurs » de 1945.

G. O.

Les Livres étrangers.

Roger LEA MACBRIDE : *Treaties Versus the Constitution* (The Carton Printers, litd, Caldwell, Idaho).

La façon cavalière dont Roosevelt a tourné la loi de neutralité pour faire entrer les Etats-Unis dans la guerre après avoir promis la paix à ses électeurs, la prétention qu'a l'O.N.U. de faire donner force de loi par les parlements nationaux à des décisions qui menacent les libertés fondamentales reconnues aux citoyens par les constitutions de leurs pays respectifs provoquent, depuis plus d'un an, une réaction assez vive aux Etats-Unis.

En commentant le livre de John T. Flynn : *Decline of the American Republic,* nous avons eu l'occasion de montrer combien les défenseurs de la tradition politique américaine ont toujours tenu à *limiter* les pouvoirs de leur gouvernement afin d'empêcher toute possibilité de dictature, collective ou personnelle.

C'est une idée que Roger Lea MacBride défend avec la compétence d'un juriste en montrant que l'interprétation abusive de deux articles de la Constitution a permis de la violer tout entière : l'article II, qui dispose que le Président « aura le pouvoir de conclure des traités après avis et avec le consentement du Sénat, pourvu que les deux tiers des sénateurs l'approuvent... » et l'article VI qui stipule : « La présente Constitution, les lois des Etats-Unis passées en vertu de cette Constitution et tous les traités conclus ou qui seront conclus sous l'autorité des Etats-Unis seront la loi suprême du pays. Les juges de chaque Etat seront liés par elle, nonobstant toute constitution ou loi d'Etat. »

Ainsi que le fait remarquer Roger Lea MacBride, il a été prévu un ordre de valeurs qui s'enchaînent : d'abord la Constitution, puis les lois rédigées conformément à son esprit et qui découlent d'elle ; enfin, les traités qui doivent être conformes à l'esprit de la Constitution si l'on prétend invoquer en leur nom : « l'autorité des Etats-Unis » et les incorporer à la « loi suprême ».

Or. M. Foster Dulles, qui a émis trois opinions différentes sur ce sujet en moins de deux ans, a affirmé devant le Barreau de Louisville, Kentucky, en avril 1952 : « en vérité, les traités peuvent être plus suprêmes (*sic*) que les lois ordinaires, car les lois ordinaires, car les lois votées par le Congrès ne sont pas valides si elles ne sont pas conformes à la Constitution, tandis qu'un traité ayant force de loi peut... retirer des pouvoirs... aux Etats et les remettre au Gouvernement fédéral ou à une institution internationale quelconque et trancher dans les droits conférés au peuple par la constitutionnelle Déclaration des Droits. »

Dans *The United Nations-Road to War,* que nous avons commenté le mois dernier, Orval Watts fait remarquer d'une façon peut-être encore plus nette que Roger Lea MacBride qu'une telle prétention est absolument contraire à l'esprit de la *délégation* des

pouvoirs qui a prévalu dans la rédaction de la Constitution. Les « Pères fondateurs » étaient imbus des idées de Locke (qui ont eu bien plus d'influence aux Etats-Unis qu'en Angleterre). Les hommes politiques et les fonctionnaires américains n'ont de pouvoirs que ceux qu'a bien voulu leur déléguer le peuple souverain ; le régime américain a pour but de les soumettre à la loi morale tout comme les particuliers. Les droits de ces derniers ne peuvent être respectés que si les prérogatives des Etats, comme celles de l'Etat fédéral, sont limitées, chacune dans leur sphère.

La thèse défendue après combien d'autres par M. Foster Dulles procède donc d'un esprit absolument révolutionnaire, car elle déplace les assises du pouvoir et rend possible la création d'une sorte de contrôle supranational des relations entre l'Etat et les citoyens. Ce n'est plus le citoyen qui est souverain, mais une entité internationale.

Bien entendu cette thèse favorise les prétentions de l'ON.U.

Les articles 55 et 56 de la Charte de cette dernière visent à améliorer le niveau de vie et les conditions du développement économique et social, en fait à donner à l'*ECOSOC* les moyens de socialiser les pays affiliés. De même, les conventions des Droits de l'Homme sur le génocide, si elles sont appliquées à la lettre, risquent de réduire la liberté d'opinion, d'expression, d'association et de réunion. Elles pourraient même permettre l'envoi d'un Américain en jugement devant un tribunal criminel international fonctionnant sans jury. (Violation flagrante de la Déclaration des Droits de 1776).

Les craintes exprimées ici ne sont pas du domaine théorique. Il ne faut pas oublier que 4.000 fonctionnaires de l'O.N.U. élaborent, pour ainsi dire sans contrôle, des projets de toutes sortes à l'ombre des bureaux de Manhattan. Il y a parmi eux un grand nombre de communistes et de socialistes.

On objectera que l'O.N.U. a donné maintes preuves de son impuissance dans le domaine diplomatique, c'est exact, mais son influence dans le domaine de l'action par osmose sur les gouvernements est considérable, nous n'en donnerons pour preuve que son « anticolonialisme » qui a demantelé la forteresse française du dedans et rendu possible des abandons qui auraient semblé impensables il y a seulement cinq ou six ans.

Le fait que les fonctionnaires d'un Etat puissent être traduits devant une juridiction internationale parce qu'ils ont rempli les devoirs de leur charge, implanterait un principe fâcheusement introduit dans les mœurs politiques en 1945 et dont les auteurs pourraient singulièrement se repentir s'ils se trouvaient un jour dans le camp des vaincus. Nous ne voyons, en outre, aucun avantage à la transformation insensible de l'O.N.U. en super-gouvernement mondial.

Par contre, il nous paraitrait dangereux, sous prétexte de réprimer des abus de pouvoir de l'Exécutif, de rendre la participa-

tion du Législatif aux affaires si constante que leur conduite en serait paralysée.

C'est l'écueil dans lequel est tombé la constitution de la IVe République.

Nous concéderons volontiers que Théodore Roosevelt a eu le tort de baptiser « accord de l'Exécutif » et d'imposer à son pays un traité de commerce avec Saint-Domingue que la majorité des sénateurs refusaient de ratifier et que le Président Truman a engagé la guerre de Corée dans des conditions qui n'étaient pas strictement constitutionnelles. Mais où irons-nous si, par crainte de voir les traités prendre force de loi sur le territoire des Etats-Unis, il faille obtenir, en plus de l'agrément du Sénat, un vote de la Chambre des Représentants, sous prétexte que le concours des deux chambres est nécessaire pour le vote d'une loi et que le Sénat ne peut agir seul dans le domaine législatif. Si, par exemple, le traité de l'O.T.A.N. est bouleversé et si le Président ne peut prendre la décision immédiate exigée par une agression communiste, la sécurité du monde sera compromise et les Etats-Unis ne trouveront plus un allié.

Pour faciliter la pénétration internationaliste, la cour suprême révolutionnée par Roosevelt et Truman, s'est refusée à porter un jugement sur des traités susceptibles d'altérer les droits des Etats et des simples citoyens en arguant que c'étaient des « actes politiques ». En droit, la raison était excellente. En fait, le résultat a été néanmoins regrettable pour les Américains ; il faut l'admettre.

Les juristes américains nous paraissent donc avoir une position plus sûre lorsqu'ils déclarent qu'on ne saurait contester à l'Etat fédéral le droit de négocier des traités dans le cadre de la diplomatie traditionnelle, mais qu'il faut prévenir les violations de privilèges des Etats et des citoyens.

C'est pour répondre à cette double préoccupation que le sénateur Bricker a proposé l'amendement à la constitution auquel son nom reste attaché et dont voici les deux premiers articles :

Article 1. — Un traité dont les termes sont en contradiction avec la Constitution ne peut être validé ni avoir d'effet.

Article 2. — Un traité ne peut avoir d'effet comme loi des Etats-Unis qu'en vertu d'une loi expresse qui serait valide en l'absence d'un traité.

Cet amendement a été temporairement écarté de justesse par suite d'une manœuvre de la Présidence, mais il n'est pas enterré.

Nous ferons bien de le méditer si, un jour, nous avons besoin de nous défendre contre une intrusion de l'internationalisme.

G. O.

AU TEMPS DES LIGUES (IV) [1]

V - La crise et l'enlisement des ligues

Les déclarations fracassantes et souvent provocatrices du Colonel de la Rocque, ses immenses rassemblements motorisés qui apportaient aux communistes des arguments dont ils tiraient le meilleur parti pour surmonter les objections du Front-Populaire, le désenchantement qui peu à peu, sans qu'on voulût l'avouer, se répandait parmi les éléments de choc des ligues, c'est toute l'histoire de la lente décomposition d'un soulèvement national qui s'enlisait dans la crise.

Car la crise avec un décalage de deux à trois ans, atteignait maintenant la France. Le chômage augmentait de mois en mois, en même temps que les monceaux d'or de la Banque de France.

Et c'était à gauche que Gaston Bergery essayait de former son Front Commun.

Malheureusement, esprit brillant s'il en fut, et courageux jusqu'à la témérité, il en devait fournir la preuve le 3 septembre 1939 en s'opposant, seul, à l'entrée en guerre sans débat, Gaston Bergery avait toutes les faiblesses d'un dilettante de la politique. C'était à quarante ans de distance, un barrésien, fort peu fait pour l'action, surtout si l'action exigeait le brassage direct des masses. Et sous la direction habile de Maurice Thorez, en pleine possession du robuste et souple appareil construit en dix années, la constitution du Front Populaire se poursuivait. La maîtrise politique du chef communiste français éliminait l'un après l'autre tous les obstacles. Son sourire, la jovialité de Duclos endormaient les méfiances et le 14 juillet 1935 le Pacte était conclu.

Un nouveau cortège apparaissait dans la rue parisienne, de la Nation à la Bastille, et si la troupe faisait chienlit, le visage hilare de Maurice Thorez, bras dessus, bras dessous avec l'ami Frot, rassurait les bonnes gens...

---

(1) Voir les nos 32, 34 et 35 de « Défense de l'Occident ».

Toutefois une crise sérieuse couvait, au sein du parti. Jacques Doriot, fort de son prestige, d'une autorité indiscutée sur les militants de Saint-Denis, avait créé au sein du Parti une opposition avec laquelle le bureau politique devait compter et qu'il ne pouvait, de toute façon, songer à liquider selon la méthode expéditive généralement pratiquée avec les fortes têtes.

Qu'il y eût, à l'origine, une rivalité personnelle entre Doriot et le tandem Thorez-Duclos, c'est un point hors de doute, mais son origine n'est pas éclaircie. L'explication que je pouvais m'en donner, de l'extérieur, la plus simple, ambition déçue du premier par l'élévation du second au Secrétariat Général, n'était pas communément admise, par ceux de nos amis qui avaient appartenu plus ou moins longtemps au Parti Communiste. Toujours est-il que depuis plusieurs années, l'opposition de Doriot devenait systématique. Après avoir préconisé un rassemblement pour tirer le Parti de son isolement, il n'en était pas moins demeuré dans l'opposition lorsque Moscou, changeant de tactique, s'était prononcé pour le Front-Populaire si adroitement réalisé par Maurice Thorez.

Marion, soutenu par Victor Arrighi, reprit alors des contacts réguliers avec Doriot et ses amis de St-Denis. Au premier rang de ceux-ci figurait alors Henri Barbe, déjà entré en dissidence et que le Parti s'efforçait de discréditer par la calomnie. Beaucoup plus doué d'esprit de finesse que Doriot lui-même, qui pourtant était loin d'en être démuni, Barbé semblait réunir les qualités complémentaires qui pouvaient manquer au « Grand Jacques » véritable force de la nature, mais dépourvue de discipline intérieure, et qui, comme toutes les forces de la nature, se montrait trop souvent capricieux dans sa marche quand elle n'était pas au repos.

Le travail en commun de ces deux hommes qui n'avaient l'un et l'autre, plus rien à apprendre de la rouerie communiste, devait être fructueux, il autorisait en tout cas les plus légitimes espoirs.

Mon seul souvenir de Doriot remontait à plus de dix ans. C'était à l'occasion d'une manifestation revendicatrice d'anciens combattants aux Champs-Elysées que j'avais vu ce grand gaillard, plutôt maigre encore, mais taillé en force, regroupant ses gars menacés de dispersion par des charges de police. Juché sur un réverbère, soutenu par quelques-uns

de ses amis, il parlait avec cette violence qui déchaîne les foules et je me souviens que, plus tard, j'avais eu plusieurs fois l'occasion d'exprimer la crainte que m'inspirait cet orateur né, doué d'un tempérament révolutionnaire vrai alors que tous les autres chefs communistes que j'avais pu voir par la suite me donnaient l'impression de techniciens sans chaleur humaine.

Etrange pouvoir que celui d'une personnlité et comme il se moque toute logique. Doriot avait fondé toute son opposition au bureau politique sur la nécessité de faire sortir le parti communiste de son isolement, mais lorsque celui-ci, après le voyage de Pierre Laval à Moscou, adopta la tactique de la main tendue, il ne se rallia pas le moins du monde à la nouvelle ligue, mais au contraire en prit prétexte pour accentuer son opposition, franchement anti-stalinienne.

Jacques Doriot agissait d'ailleurs avec un sens politique très aigu. Il avait fort bien compris qu'il ne pouvait prétendre à jouer un rôle politique que s'il gardait le contrôle de son fief de Saint-Denis, aussi ménageait-il adroitement les susceptibilités de ses camarades. Il ne faisait un pas en avant qu'après s'être assuré qu'il était bien suivi, rejoint par ses amis de la première heure. Les communistes de Saint-Denis avaient d'ailleurs leur style, une originalité qui les différenciaient grandement de la masse anonyme des autres rayons. Et tout d'abord leur chant : *En avant Saint-Denis !* célèbre dans les bagarres où le grand Jacques n'était pas le dernier à payer de sa personne. Au surplus l'administration d'une importante mairie permet une action qui déborde largement la cohorte finalement toujours circonscrite des militants et s'étend sur toute une population. Il est toutefois juste de reconnaître que nombre de maires communistes de la ceinture rouge avaient su faire ce travail et des industriels d'Ivry, par exemple, s'accordaient à louer la courtoise compréhension de Marrane. Pour réussir au premier fauteuil municipal, il n'est sans doute que de faire son métier, ce que les maires des autres partis, le plus souvent, négligent volontiers, laissant aux bureaux toute la charge des contacts avec le public.

Doriot gardait donc non seulement le contrôle des militants, mais il avait trouvé l'audience de très larges cercles de ses administrés. Aussi lorsqu'il fut convoqué devant les hautes instances disciplinaires du parti, obtint-il sans difficulté, un vote d'approbation de son rayon, à une très large

majorité.. Et lorsque le Parti Communiste eut prononcé l'exclusion du député-maire de Saint-Denis, pour la première fois dans l'histoire du parti, le Rayon de Saint-Denis entra en dissidence avec son chef. Ainsi se trouva fondé, avec de puissantes racines locales « le Rayon Majoritaire de Saint-Denis » dont les cartes rouges, imprimées pour la circonstance, gardaient encore la mention « Parti Communiste ». Non seulement Doriot conservait Saint-Denis, mais encore la commune limitrophe de Pierrefitte. Une dissidence communiste perdait cette fois le caractère individuel que toutes les autres avaient eu jusqu'alors.

La leçon ne devait pas être perdue pour le bureau politique qui accentua la rigueur de ses contrôles. Cependant la ligue était fidèlement suivie et la nouvelle politique habilement conduite, aucune rebuffade ne décourageant un chef communiste, portait ses fruits. Pour le 14 juillet 1935 le pacte du Front-Populaire était conclu et un cortège nombreux, savamment débraillé, se déroula de la Nation à la Bastille, sous la conduite de Maurice Thorez, Daladier et des socialistes. D'un garni situé sur le parcours j'assistai à l'interminable déroulement de foule scandant les mots d'ordre, brandissant les pancartes où s'inscrivait une triple revendication : La Paix, le Pain, la Liberté.

Dans le même temps les ligues jouissaient de leur reste, en défilant au pas cadencé, de la Concorde à l'Etoile. J'avais eu le cœur serré en voyant Eugène Frot dans le premier cortège.

Mais le Parti Communiste n'en restait pas là. Une génération spontanée d'organisations diverses, à commencer par les Comités de vigilance anti-fasciste, et solidement tenus en mains par des hommes sûrs, allait éclore, pour atteindre insidieusement les éléments que l'action politique proprement dite ne pouvait toucher.

On jouait de l'esprit cocardier des Français, on redécouvrait les vertus de la « Marseillaise », l'Association Républicaine des Anciens Combattants, fondée par Barbusse, passait du Pacifisme défaitiste au chauvinisme anti-fasciste, la « ligue des Droits de l'Homme » était conquise après un siège patient et les masses françaises, car les masses dans leur ensemble n'interviennent jamais par une action concertée, en quelque sens que ce soit, déçues par l'échec du 6 Février, réduites à des situations souvent difficiles par la politique de déflation qui aurait pu réussir si Pierre Laval avait

pris soin d'ajourner les élections à un an, non seulement ne réagissaient pas, mais inclinaient à laisser faire cette expérience. En vain, répétions-nous que la paix signifiait une guerre très prochaine et sans doute désastreuse, que le pain ce serait des privations accrues et la liberté quelque forme de servitude, le Front Populaire était poussé par cette petite frange instable de l'opinion publique dont les déplacements, dans un sens ou dans l'autre, suffisent à expliquer les changements politiques en France, au moins dans le domaine des majorités parlementaires. Et comme c'est le comportement de cette partie mobile qui crée le climat, il faut bien dire que le climat avait changé.

Les magasins à prix unique bouleversaient les conditions de travail du commerce artisanal et tandis que les bouchers de la rue du Commerce offraient un filet rempli de légumes à tout acheteur d'un pot-au-feu, le chef du personnel d'un nouveau grand magasin qui venait de s'ouvrir non loin de là, tenait à une jeune fille sollicitant une place de vendeuse, le langage suivant :

— Vous devez arriver à 8 heures pour préparer votre comptoir. Vous sortez à six heures et demie. Vous avez une heure et demie pour déjeuner. Vous devez changer de blouse blanche tous les jours, avoir une robe noire absolument impeccable, des bas de soie et des souliers à talons hauts, c'est plus fatigant, je le sais, mais c'est beaucoup plus seyant...

— Et quelles sont les conditions, demandait la jeune fille ?

— Ici pas de guelte, un fixe de cinq cents francs par mois.

— Mais, Monsieur, c'est bien trop peu pour vivre.

— Voyons, naturellement vous avez un ami...

— Monsieur si je dois me faire entretenir, je n'ai pas besoin de vous.

De tels faits, rapportés en famille, et qui demeuraient vrais, à quelques variantes et transpositions près, dans la banque, les assurances, la plupart des entreprises, sans parler des usines et des chantiers, préparaient une audience facile aux orateurs du Front Populaire.

Aussi Doriot avait-il compris que la seule parade possible consistait à attaquer sur le point faible, et dès cette époque, non sans grande prudence tactique, commença-t-il à lancer ses mots d'ordre d'entente avec les voisins immédiats de la France. La formule était heureuse et frappante par son bon sens.

Et comme le mouvement que nous avons déjà signalé dans les partis nationaux s'accentuait, l'opposition à la guerre des démocraties, la volonté de libérer les ouvriers de la tutelle stalinienne, auraient pu fournir rapidement les bases d'un autre rassemblement qui pouvait mettre en échec le Front Populaire.

Doriot avait par ailleurs repris contact avec divers exclus du parti communiste, au premier rang desquels il faut citer Simon Sabiani, ancien maire de Marseille. Peu d'hommes ont vu leur personnalité vraie aussi défigurée par la légende calomnieuse que Simon Sabiani. De même que tous les hommes politiques de Marseille — et d'ailleurs — il avait certes utilisé dans ses campagnes électorales, des hommes ne craignant pas la bagarre, je devais en connaître personnellement quelques-uns un peu plus tard ; certains pouvaient bien avoir eu, à l'occasion, des démêlés avec la justice, il n'y eut jamais parmi eux une seule de ces méprisables canailles que les aspirants fürher utilisaient si volontiers, malheureusement d'autre part. Je n'ai pas connu d'homme ayant un sens antique de l'honneur plus affirmé que Simon. Et son entourage se modelait sur le patron. Ce Corse, mince, au visage buriné, montrait au contraire une extrême délicatesse de cœur en toute circonstance et la facilité, la complaisance n'étaient pas son fait. Simon Sabiani était un de ces hommes très rares qui ne trichaient pas. Ce n'est pas par hasard si la première victime tombée sous les balles communistes fut un des siens, s'il fut le 14 juillet 1936 le premier à faire front à l'assaut, en ordonnant à Marseille le pavoisement des maisons dont le succès frappa de stupeur les communistes. Pas davantage s'il fut frappé dans la chair de sa chair, par la mort héroïque d'un fils sur le front russe.

Simon Sabiani ne trichait pas et on ne trichait pas autour de lui.

Non il n'avait pas fait sien le mot de Mussolini, répondant à qui lui reprochait d'employer un homme notoirement taré. — « Bah ! dans un ménage bien tenu tout doit servir même les ordures ! »

Simon, n'ayant pas les responsabilités du pouvoir, n'utilisait pas les ordures.

Une entente tacite s'établit entre Doriot et Sabiani. Celui-ci apporterait ses troupes dès que le mouvement de St-Denis sortirait de cette citadelle.

Première en date, la ligue d'Action française allait être dissoute dans l'hiver 1936, avant même l'avènement du Front Populaire. Quelques coups de poing malencontreux donnés par des Camelots du Roi à Léon Blum dont la voiture franchissait un groupe de ces jeunes gens revenant de l'enterrement de Jacques Bainville, en furent le prétexte. Et l'un entra bientôt dans la période électorale. Le Colonel de la Rocque, hélas ! prétendait toujours jouer les arbitres, se refusait à toute union concertée avec les divers mouments nationaux. Aussi le pronostic que je fis à Bucard — j'ai toujours eu le goût de pronostiquer, sans fichier ni sondage scientifique, le résultat des élections, et tout récemment encore je ne me suis trompé que par timidité en prévoyant l'élection de 40 députés poujadistes — n'était pas loin de la réalité. Dès cette date je ne me faisais plus la moindre illusion sur les chances de Marcel Bucard qui n'avait pas réussi à prendre racine à Paris. Il devait en avoir lui aussi plus ou moins conscience, car il ne refusa pas d'entrer en contact avec Doriot. C'est ainsi que je pris pour la première fois le chemin de Saint-Denis où je fus reçu par Henri Barbe.

Naturellement il ne résulta rien de cette entrevue : D'ores et déjà Doriot avait pris ses décisions et il avait les plus solides raisons de penser qu'il pouvait se passer des chefs de ligues, certain que la plupart de leurs lieutenants et une grande partie de leurs troupes se rallieraient à lui, lorsqu'il lancerait sur le plan national le mouvement de St-Denis. J'avais tout de même, dans mon entretien avec Barbé fortement souligné la nécessité de la présence d'éléments nationaux dans le futur mouvement. Mais non sans prudence Doriot voulait se présenter aux élections comme candidat du « Rayon Majoritaire de St-Denis », bien sûr que cette étiquette ne lui ôterait aucune voix nationale tout en lui conservant celles d'ouvriers non communistes mais sensibles à l'idéologie de gauche.

Il demeura donc dans cette position d'attente, au demeurant fort confortable, car il n'était question dans Paris que des projets de Doriot. Sa personne excitait au plus haut point les curiosités bourgeoises. Mais il se gardait bien alors d'y répondre afin de ne pas choquer les camarades de Saint-Denis et il devait attendre les élections pour satisfaire sa propre curiosité, après tout fort légitime.

J'ai eu l'occasion de l'accompagner quelques mois plus tard à un dîner organisé par la duchesse de Doudeauville, dans un cercle élégant des Champs-Elysées et bien qu'il ne fut pas parfaitement à son aise sous tant de dorures, dans ces salons de style pompeux à l'ornement,ation chargée, il demeurait fort naturel et Abel Bonnard qu'il rencontra là pour la première fois à cette occasion devait dire qu'il avait été frappé par « l'étendue de ses connaissances et par la finesse de ses jugements ». Doriot n'était point snob le moins du monde et il n'eut aucun mal à ne point céder à la tentation des salons. Au contraire, il s'attardait trop volontiers dans les auberges sympathiques où il déjeunait avec des camarades, dans l'euphorie des fins de repas agréables et il oubliait ainsi fréquemment des rendez-vous parfois très importants.

VI - Le rendez-vous de Saint-Denis

Mais nous anticipons, c'est seulement le 30 juin 1936 que Doriot fonda le Parti Populaire Français, à l'issue du dernier congrès du « Rayon Majoritaire de St-Denis ». Le secret de ses intentions avait été si bien gardé que Paul Marion et Victor Arrighi qui devaient être parmi ses principaux lieutenants, n'étaient eux-mêmes pas complètement informés de ses projets. Au vrai Doriot les plaça l'un et l'autre devant un fait accompli en leur confiant respectivement, au premier la propagande, au second l'organisation de l'Afrique du Nord.

Le congrès de St-Denis se tenait dans la grande salle de la mairie, sur cette place dont la vénérable basilique romane, nécropole de nos rois, a fait un des hauts lieux de la France. Les invitations avaient été parcimonieusement distribuées car si le secrétariat du Rayon Majoritaire avait dû satisfaire toutes les demandes dont il était assailli, c'est au Vel d'Hiv. qu'il aurait fallu se transporter sinon au Parc de Princes. Mais Doriot avait bien senti la force que lui apportait cet enracinement à St-Denis, ville ouvrière certes, mais aussi inappréciable symbole de la continuité de l'Histoire de France qu'il entendait affirmer avec toute la solennité désirable.

Il faut dire également que Doriot s'était profondément attaché à cette ville où il vivait depuis son adolescence. Il ne fut non plus jamais aussi parfaitement en confiance

qu'auprès de ses camarades de St-Denis. Avec eux nul malaise n'était possible, sa supériorité ne pouvait être en cause, ce qu'il devait craindre, j'en ai eu parfois le soupçon, avec des hommes qui au hasard d'une conversation pouvaient faire apparaître sans le vouloir les lacunes bien explicables de sa formation intellectuelle. L'apprentissage, à treize ans, du métier de mécanicien, suivi de stages dans les écoles léninisites de Moscou, ne sont pas, après tout, des garanties de culture et je demeure persuadé que dans la prédilection de Doriot pour son entourage de Saint-Denis il y avait, inconsciemment sans doute, une certaine forme de méfiance pour les hommes plus ou moins frottés de culture bourgeoise. L'audience de ceux-ci lui était en tout cas libéralement offerte ce beau dimanche du 30 juin, où les invités sévèrement filtrés, se pressaient au « rendez-vous de Saint-Denis ». C'est ainsi que Drieu La Rochelle désigna cette journée et ce fut en vérité une journée inoubliable, annonçant déjà l'exaltante unanimité du premier congrès du P.P.F. réuni au théâtre de Saint-Denis quelques mois plus tard.

La grande salle avait été divisée en deux parties par des barrières mobiles. Dans le bas-côté intérieur les invités s'entassaient dans une sorte de promenoir, assez étroit, tandis que les délégués du Rayon Majoritaire, selon la règle, disposaient devant la tribune d'une place confortable. Le matin on avait expédié dans l'intimité les formalités rituelles, en attendant le discours que Doriot devait prononcer l'après-midi. La chaleur humaine de cette foule si dense était étouffante. Jules Teulade occupait encore la tribune : Cher Teulade ! Imperturbable, il développait les conclusions de son rapport. Mais bientôt, comme les applaudissements qu'il avait recueillis s'apaisaient, un grand tumulte d'acclamations éclata : la haute stature de Doriot, solidement campé devant son public, venait d'apparaître à la tribune. Pour la première fois j'entendis le « En avant St-Denis » ne manquai pas d'y remarquer sa petite phrase antifasciste. Les délégués, debout, saluaient leur chef le poing levé, tandis que certains invités risquaient le salut fasciste. Cette scène préfigurait la première « sortie » de St-Denis, lorsque Doriot aborda le public parisien, salle Wagram où l'on vit encore une partie de l'assistance saluer le poing fermé tandis que l'autre de la main levée exprimait son espérance. Enfin Doriot put commencer son exposé. Un long discours, comme on sait les faire au parti communiste où les seuls champions

des marathons oratoires sont appelés à quelque avenir. Les deux auditoires écoutaient avec une même attention passionnée. Le passage pouvait sembler difficile. En réalité toutes les difficultés avaient été résolues au préalable, au sein du Rayon Majoritaire. Doriot n'était pas, à mon avis, un grand orateur populaire, il ne manquait certes pas d'accent, ni de fougue entraînante, mais on ne trouvait pas dans ses interminables développements un peu appuyés et balancés, ces cadences heureuses qui bouleversent les foules. Il y réussissait pourtant par son prestige personnel sur un autre plan, c'était un phénomène d'envoutement qui se produisait, tel celui que j'ai constaté, à Lyon, en écoutant La Rocque haranguer ses cadres. Mais La Rocque parlait pour tout brouiller, il reprenait, par exemple, les thèmes magistralement ordonnés par Paul Creyssel et l'auditeur lucide que j'étais n'y comprenait plus rien. Au contraire Doriot ne parlait jamais pour ne rien dire. Mais il était permis de penser que tout pouvait être dit en style plus bref. Peu importe d'ailleurs et les fidèles de Saint-Denis, tout comme les invités, ne trouvaient pas les heures trop longues. Il y eut un entr'acte où l'on se retrouva sur la place, devant la Basilique, au comptoir du bureau de tabac, dans un singulier état d'exaltation. Les anciens volontaires nationaux, devenus membres du Parti Social Français, y coudoyaient des représentants de toutes les ligues dissoutes par Léon Blum. Le phénomène d'attraction était vraiment des plus saisissants. Les yeux brillaient d'une flamme qui seule suffisait à montrer que grâce à Doriot l'espérance changeait de camp. Certes tout ce qu'il avait dit n'aurait eu qu'un médiocre intérêt sur d'autres lèvres. Mais lorsqu'il affirmait que les ouvriers ne pouvaient rien attentendre, qu'une servitude accrue, d'un parti soumis au pouvoir d'un Etat étranger, et lorsqu'il reconnaissait l'immense valeur des classes moyennes, en constant renouvellement, ces vérités d'évidence prenaient tout leur sens. Elles se chargeait littéralement de substance explosive, elles cessaient d'être des arguments ressassés pour devenir par leur seul énoncé, des actes lourds de conséquences.

Le parti communiste l'avait compris qui, fort bien informé, avait dépêché vers Doriot, quelques jours auparavant, un messager chargé de lui faire connaître qu'il ne serait pas sérieusement inquiété à Saint-Denis s'il ne prétendait pas en sortir. On ne le combattrait que pour la forme s'il se contentait de faire une honnête « carrière de renégat ». Au

contraire ce serait une lutte à mort s'il voulait étendre à l'ensemble du pays l'opération réussie à Saint-Denis.

Et Doriot, en manches de chemise, taillé en force, le front trempé de sueur, l'œil vif derrière ses lunettes, reprit possession de l'estrade pour la conclusion de son discours. C'était la partie capitale, l'événement politique de la saison et de nombreux journalistes soulignaient par leur présence, l'importance des décisions qu'on allait prendre. S'adressant toujours à ses camarades du Rayon, il énumérait les raisons d'élargir le mouvement issu de Saint-Denis. Il avait su trouver des formules heureuses : « Entre les deux cents familles et les valets de Moscou, il y a du monde en France ». Et c'était tout ce monde qu'il fallait gagner pour reconquérir la France et rendre une patrie aux ouvriers dans un coude à coude fraternel. Etait-il possible d'inviter les Français à adhérer au « Rayon Majoritaire de Saint-Denis » ? Evidemment non. Il fallait donc, courageusement, non sans poignant regret certes, le dissoudre et fonder à sa place un grand parti national auquel l'adhésion des militants de Saint-Denis apporterait d'emblée une caution ouvrière. Naturellement près de deux heures furent encore nécessaires pour développer ce thème.

Lorsque les délégués eurent approuvé, à mains levées, la dissolution du Rayon Majoritaire, un silence profond s'établit, Doriot lui-même pâle d'émotion, à cette minute, devant ses auditeurs dont une même tension d'esprit faisait déjà un grand corps unanime, annonça la création du Parti Populaire Français. Ouvert à tous, hiérarchisé et discipliné, mais où toutes les voix seraient entendues.

Et répondant à l'insultante proposition communiste, Doriot donnait rendez-vous à Paris, salle Wagram, dès la semaine suivante, à tous ceux qui voudraient combattre à ses côtés.

Une clameur d'enthousiasme confondit toutes les voix, les barrières qui séparaient délégués et invités furent renversées. Dans la cohue Paul Marion me dit : « C'est une aventure, mais c'est la dernière chance. Il faut venir ».

(A suivre).

Huit mois d'activité en Algérie

Nous sommes heureux d'exposer à nos lecteurs l'activité d'un de ces groupes que nos camarades fondent de leur propre mouvement pour aider à la diffusion de nos idées et de notre revue tout en conservant l'autonomie de leur action, de leur direction et de leur fonctionnement. C'est, une fois de plus, un exemple de ce que peuvent réaliser, même dans des circonstances difficiles, la volonté et le désintéressement de quelques-uns.

Voilà environ deux ans se créait à Alger un bureau de notre Revue dont la direction était confiée à notre sympathique camarade Yves Jeanne. Ce bureau était destiné à diffuser plus largement *Défense de l'Occident* en A.F.N. au moyen de campagnes d'abonnements. Grâce aux efforts constants d'Yves Jeanne, bien secondé par Gilbert Munier, les résultats allaient même dépasser nos espérances. Voyant nos idées se propager favorablement et sûr alors de posséder un cercle assez large de sympathisants, Yves Jeanne prenait alors la responsabilité de lancer un groupe à Alger et le 15 décembre 1955, un communiqué paru dans la presse algéroise officialisait la naissance du mouvement. Ce groupe avait pour but non seulement de répandre nos prises de position, mais encore de tenter de pénétrer dans la vie politique algérienne. La tâche semblait d'autant plus ardue qu'il est extrêmement difficile, à l'heure actuelle, de réunir un nombre même restreint de militants autour d'une doctrine précise.

Pourtant quelques étudiants répondaient spontanément à l'appel d'Yves Jeanne et constituaient nos premiers effectifs. Notre groupe universitaire prenait corps instantanément grâce à une active propagande et un certain nombre de nos camarades étudiants venaient aussitôt y adhérer, séduits par nos idées. Notre jeunesse et notre foi ainsi que le talent d'organisateur d'Yves Jeanne compensaient le manque de ressources matérielles (notre trésorerie confiée à Axel Gavaldon n'était pas en mesure de lui donner beaucoup de travail). Nos premières affiches n'étaient autres que les titres de la Revue soigneusement découpés au ciseau sur la première page, et en janvier 1956 sortait notre premier tract grâce à nos modestes bourses, tract qui résumait l'essentiel de nos positions. Peu de temps après, Yves Jeanne dénonçait dans la Revue l'inutilité des journées de Février vouées à l'échec faute de chefs véritables et par manque de décision des organisateurs qui avaient amené les Européens à descendre dans la rue.

La mise en place de Robert Lacoste fut pour nous l'occasion de déclencher une vaste campagne de tracts dénonçant son arrivée comme une opération soporifique destinée à calmer l'ire des Français d'Algérie (opération malheureusement confirmée depuis). Les positions exprimées dans la Revue par son directeur politique Maurice Bardèche, qui posait le véritable problème en déclarant que seule la chute du régime pouvait apporter un renouveau à la question algérienne, étaient re-

produites dans nos tracts largement répandus à travers la ville. A en juger par l'abondant courrier que nous recevions et par la croissance régulière de nos effectifs, notre activité devenait très efficace et notre mouvement commençait à rallier les sympathies d'une partie de la population.

De même la solidité de notre groupe universitaire devait se confirmer lors de la grève des étudiants algérois. Outre les piquets de grève formés par nos soins, nos jeunes camarades procédaient au sabotage systématique des cours que quelques professeurs crypto-communistes essayaient d'assurer malgré une abstention quasi-générale de leurs collègues. La première semaine, la grève était totale et son renouvellement par l'Assemblée générale des étudiants paraissait certain. Malheureusement, s'inclinant devant les menaces policières, les éléments catholiques de gauche appuyés par l'Union des Etudiants juifs d'Algérie parvenaient à faire décider l'arrêt de la grève et nos camarades se retiraient battus de justesse. Si la grève avait échoué sur le plan manifestation, elle constituait pour nous un succès puisque de nombreux étudiants venaient encore nous donner leur appui.

La fin de l'année universitaire pouvait nous faire craindre un ralentissement de l'activité de nos camarades. Nous sommes heureux aujourd'hui de constater qu'il n'en rien. Malgré leur isolement, mais grâce à leur courage, nos jeunes amis Ernest Déraco et Francis Di Costanzo viennent en effet d'ouvrir deux nouveaux bureaux de Défense de l'Occident, l'un à Philippeville, l'autre à Sétif (bureau de Bône). La réouverture des Facultés au mois de Novembre 1956 nous autorise à fonder de grands espoirs, car formant un bloc soudé, D.O. d'Alger va pouvoir repartir sur des bases solides d'autant plus qu'Yves Jeanne et Gilbert Munier peuvent donner au mouvement un nouvel essort devant les sympathies que rencontre notre Revue dans les milieux ouvriers.

Tous ces résultats prennent leur pleine valeur lorsqu'on sait que nos camarades n'ont bénéficié d'aucun appui financier. Durant les 2 premiers mois, nos jeunes militants tenaient leurs réunions sur les quais du Port d'Alger et il nous a fallu attendre afin de pouvoir enfin acquérir un matériel, même rudimentaire, pour mieux faciliter la diffusion de nos idées. Durant toute notre activité les exemples de volonté, de solidarité et de dévouement pour un combat souvent pénible n'ont pas manqué ; c'est seulement grâce à toutes ces énergies unies dans un même élan que nos listes d'abonnés étaient chaque mois plus conséquentes.

C'est pourquoi, Défense de l'Occident tient aujourd'hui à féliciter tous les membres du Bureau d'Alger, plus particulièrement leur président, pour leurs brillants résultats. Nous sommes certains qu'Yves Jeanne formera cette année encore de jeunes militants qui passant par la dure école de la discipline, donneront au Pays qui en a tant besoin, des hommes forts, capables d'adapter leurs forces à la réalité.

H.-C. BANA.

Le Gérant : Jacques POILLOT.
Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)
N° d'impression : 906 Dépôt légal : 4e trimestre 1956.

ll-
et
ve-
ler

ait
les
les
les
me
se-
m-
se-
ats
ifs
os
ait
us
us

re
es
ur
st
ux
ll-
ll-
ds
ir
ne
el
ns

on
n-
nt
u
l-
l-
té
as
as
as

à
-
s
-
e,
-

-

s.